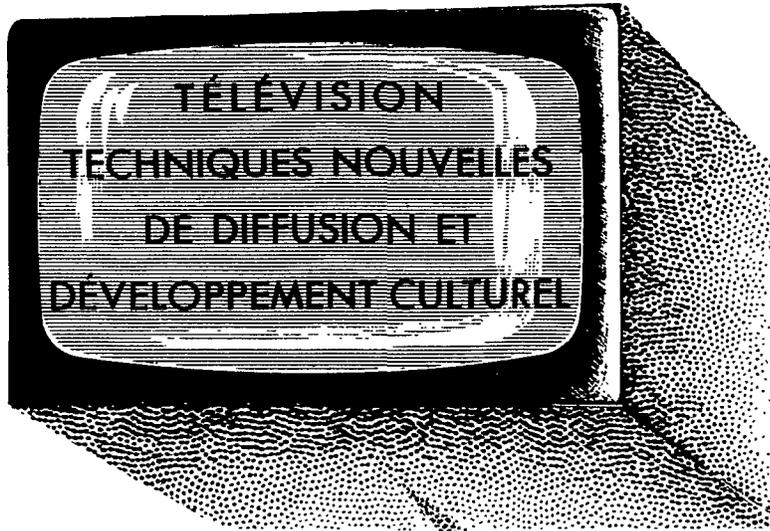


coe (ees) (72) 35



COE082195

ÉVOLUTION DES RÉSEAUX DE TÉLÉVISION DE SERVICES PUBLICS

CONSEIL DE L'EUROPE
COMITÉ DE L'ÉDUCATION EXTRASCOLAIRE
ET DU DÉVELOPPEMENT CULTUREL

Strasbourg, le 11 avril 1972

CCC/EES (72) 36
Or. fr.

COMITE DE L'EDUCATION EXTRASCOLAIRE
ET DU DEVELOPPEMENT CULTUREL

EVOLUTION DES RESEAUX
DE TELEVISION DE SERVICES PUBLICS

Perspectives, symptômes et postulats

par

Pierre SCHAEFFER
Chef du Service de la Recherche
O.R.T.F. PARIS

25.746
04.3

AVANT-PROPOS

"L'audio-visuel entre dans son troisième âge demain matin : nous ne l'avons pas si bien maîtrisé pendant les deux âges précédents que nous puissions passer le cap de l'ère nouvelle sans nous poser quelques questions ! Les ayant posées, il faudra y répondre, sans perdre de temps, car tout va très vite. Des réponses bien pensées ne suffiront pas : il faudra les traduire en dispositions pratiques, en comportements individuels et en lois, à faire voter, dans les parlements !" (1).

Ce passage d'un article paru en décembre 1971 dans un quotidien belge fait en quelque sorte écho aux réflexions et aux préoccupations formulées au Conseil de la Coopération Culturelle lors d'un débat sur ce qui fut appelé "L'après-télévision" (2). Aux termes de ces discussions, il fut convenu qu'une série d'études prospectives sur "La télévision, les techniques nouvelles de diffusion et le développement culturel" serait mise en chantier au cours du second trimestre de 1971.

Confiées à d'éminents spécialistes européens, elles ont été élaborées d'après un plan d'ensemble (3) conçu par M. Wangermee, Directeur Général de la Radio-Télévision Belge (émissions françaises), directeur du projet. Elles seront soumises à un groupe d'experts dont les conclusions seront ensuite présentées au Conseil de la Coopération Culturelle, afin de lui permettre d'étudier les possibilités d'action du Conseil de l'Europe dans ces domaines complexes. Le présent document est une de ces études ; on en trouvera la liste complète en annexe.

./.

(1) Léon Theorens.

(2) Doc. CCC (71) 15.

(3) Doc. CCC/EES (71) 73.

Depuis quelques décennies coexistent deux grands systèmes de communication : à la culture du texte, baptisée Galaxie Gutenberg, succède une civilisation de l'image ; au fractionnement des groupes, l'unanimité du village global. L'homme va, dans le même temps, se perfectionner, des prothèses "électriques" prolongeant son système sensoriel, et faire retour aux sources les plus traditionnelles de la "civilisation orale".

Ainsi, dans les visions de Mac Luhan, se présente, sous forme simplifiée, un problème aussi vaste que confus. Comment ne pas faire état, au début d'un tel rapport, d'un témoignage aussi caractéristique des tendances implicites et des contradictions de notre époque ? Mac Luhan a su le premier, parmi les universitaires, apercevoir l'énormité d'un phénomène auquel ses collègues demeureraient aveugles, mais c'était pour tomber dans l'erreur d'appréciation inverse. Là où ceux-ci ne savaient imaginer que la conversation, le renforcement de ce qu'on appelle "la culture" par l'entremise des mass media, il proclame, tout aussi naïvement, la mutation, la conversion, le miracle. Avec un lyrisme sympathique, il vante les bienfaits d'une technologie libératrice qu'il examine isolément, comme une chose en soi, sans jamais se demander par qui et pour quoi elle est faite, et quels déterminismes, économiques ou politiques, commandent son développement et son emploi. Son style même, constellé de slogans, est révélateur. Et le plus fameux de ces slogans : "Medium is the message", reste sybillin. Le refuse-t-on ? On s'enferme dans un mode de pensée conservateur que la réalité bouscule tous les jours. L'accepte-t-on ? On reconnaît alors que tout vient de changer brutalement dans la communication et la pensée collectives et on se retrouve face à l'inconnu, face au plus épais des mystères.

Pour nous (1) qui admettons en effet qu'une révolution vient de s'effectuer au cours des récentes années, il ne saurait être question de décrire avec assurance une histoire qui commence à peine, comme si elle était accomplie. Alors que la coexistence (nullement pacifique) des deux "galaxies" trouble, sur toute la planète, les rapports entre institutions, générations, populations, sans que ce phénomène ait été clairement perçu ni convenablement élucidé, pouvons-nous, comme on nous le demande, tracer des perspectives d'avenir, préconiser des orientations ? L'irruption des techniques nouvelles (câbles, satellites, vidéo-cassettes) laisse présager des bouleversements qui rendent cet avenir bien plus difficile encore à interpréter que notre présent. S'il faut en croire les pronostics, nous sommes en 1789. Aux dictatures hertziennes va succéder la démocratie des échanges généralisés : les cassettes vont rendre aux individus leur liberté de choix, les câbles vont rendre aux villes l'autonomie, tandis que les satellites relieront les continents. Qu'on nous pardonne cependant de ne pas nous abandonner à l'euphorie générale : un professionnel qui a connu, voici bientôt quaranté ans, les débuts si étonnants des mass media, ./.

(1) Il s'agit ici de la réflexion collective du groupe de chercheurs qui m'entoure, notamment Jacques POUILLIN, Sophie BRUNET, Martine ROGER-MACHART.

révélateurs de possibilités prodigieuses, et qui assiste depuis une dizaine d'années à la dégradation des réseaux nationaux d'une part, et d'autre part aux échecs de la communication internationale, a ses raisons de se méfier lorsqu'on lui annonce l'avènement d'une nouvelle ère, dotée par les fées de la technologie d'un appareillage plus prestigieux encore que celui de Branly ou de Marconi.

Il ne saurait davantage être question de comparer les possibilités offertes par la diffusion hertzienne, la télédistribution par câble, le satellite ou la cassette comme si les choix, dans l'emploi de ces techniques, n'obéissaient qu'aux lois du meilleur rendement, économique ou culturel. Les organismes actuels de radio-télévision ont pour eux le droit du premier occupant. Ils en ont, surtout l'avantage. Leur action a déjà eu le temps, non seulement de conditionner le grand public, mais de transformer la pensée et le style des émetteurs de messages eux-mêmes. Ce que nous avons donc l'intention de traiter, ce sont les rapports entre les institutions - ou en tout cas les procédures - qui peuvent surgir en liaison avec les techniques nouvelles, et les institutions existantes qui, pour leur part, n'ont pas encore su résoudre le problème de leurs rapports (antagonismes et complicités à la fois) avec leurs deux grands partenaires : le Pouvoir et le Savoir.

Ainsi, rien de sensé ne saurait être dit sur l'avenir des réseaux de télévision de services publics, si le service public n'est pas situé dans son contexte, non seulement technologique, mais aussi économique et social, historique et politique. Nous proposons donc un itinéraire en cinq étapes.

Nous commencerons par esquisser une genèse et proposer une typologie. Cette genèse sera peu édifiante. Cette typologie ne sera pas basée sur les diverses techniques en compétition, mais sur la double relation de ces techniques avec les institutions qui en font usage et avec les publics visés.

Dans un second temps, nous examinerons de plus près quelques-unes de ces applications de la radio-télévision "dans le domaine culturel, plus spécifiquement dans l'enseignement et la formation permanente" qu'on qualifie de "prioritaires" (1). A propos de ces expériences, tentées en Europe, en Afrique, aux Etats-Unis, nous verrons comment se présentent les rapports entre deux mondes : celui de l'enseignement et du texte, celui des mass media et de l'audio-visuel, et les rapports - conflits, récupérations, ou harmonisation - entre les institutions correspondantes.

Dans un troisième temps, nous pourrions enfin en venir au coeur du sujet : le service public de télévision, son rôle dans la société, et la situation nouvelle où il se trouve placé, à cette charnière de son histoire. L'évolution qui est censée nous conduire "d'un certain nivellement des communautés par la culture de masse à une diversification extrême des publics dans une société à canaux multiples" (1) nous paraît, certes, souhaitable. Mais les

./.

(1) La Télévision, les techniques nouvelles de diffusion et le développement culturel. Plan général des études commanditées, établi par M. R. Wangermee.

espoirs que suscite à cet égard la panoplie technologique en préparation sont-ils seulement ceux de quelques élites bien intentionnées ? Sont-ils réellement fondés sur les données massives de la situation ? Plutôt que de remettre en cause l'argumentation des experts, nous tenterons de tirer les leçons de l'évolution récente. Que s'est-il donc passé lorsque la Télévision a fait son apparition après la radio ? Quels ont été les effets de la compétition entre les networks ou les chaînes ? Comment a-t-on exploité les possibilités différentes qu'offraient la radio et le disque ? Nous nous intéresserons moins aux faits eux-mêmes - qui ne se répèteront pas, les techniques étant différentes - qu'aux attitudes collectives, du côté du public et du côté des "managers", dont ces faits sont révélateurs : elles ont de fortes chances de conditionner l'avenir immédiat.

Quel sera, dans cet avenir, le développement des nouvelles techniques de diffusion ? Comment s'articuleront, une fois de plus, les moyens et les fins ? C'est de cela que nous traiterons dans notre quatrième partie, pour bien montrer en quoi la responsabilité de nos actuels services publics est d'ores et déjà engagée.

A ce niveau, une triple mobilisation, du pouvoir, du savoir et des masses est dès à présent nécessaire. Nous essayerons de le démontrer en conclusion. Mais il nous aura fallu auparavant mettre à jour quelques-unes des pétitions de principe et des erreurs méthodiques qui faussent radicalement, à notre sens, la plupart des analyses et des prévisions qui concernent la radio-télévision et, plus généralement, la communication humaine.

1

Une typologie des systèmes institutionnels est d'autant plus utile qu'elle nous oblige à évoquer la genèse de ces systèmes dont, bien entendu, on s'efforce après coup de justifier l'existence, en invoquant leurs finalités distinctes ou du moins leurs caractères complémentaires.

Pastichant le langage scientifique, nous pourrions nous hasarder à dire que la communication hertzienne et tout ce qui en découle pour les relations humaines résultent d'une propriété physique de l'espace, et de la possibilité - insoupçonnée pendant des siècles et des millénaires - qu'elle offre à l'homme de faire porter sa faible voix jusqu'aux confins de la terre et même au-delà. Les archéologues de l'avenir pourront considérer le cohéreur de Branly comme nous considérons aujourd'hui l'invention du feu et le premier silex taillé. Ils pourront aussi observer combien, à l'époque, nos vues étaient courtes, et frustes, digne du Néanderthal, notre emploi de l'outil.

La trouvaille géniale - de caractère naturel et cosmique avant d'être scientifique - a été aussitôt confisquée par le pouvoir politique. D'emblée, l'Etat national a imposé sa main-mise sur cette extraordinaire découverte : la possibilité, précisément, de franchir les frontières et de dépasser les nationalismes. Serait-il impertinent d'insinuer qu'en agissant ainsi, l'Etat se souciait moins d'assurer le bien des citoyens que de s'assurer du bon ordre de leurs discours ? Il lui fallait d'abord, veillant à sa propre sauvegarde, se prémunir contre des échanges généralisés qu'il percevait comme une source possible d'anarchie.

Aussitôt après s'imposent les autres facteurs qui décident du développement d'une technologie : son financement, son rendement, les profits qu'on peut en escompter. Ainsi Branly, naissant à l'ère industrielle, n'a trouvé devant lui ni Babylone ni Byzance, ni les Borgia ni Louis XIV, mais d'un côté de l'Atlantique l'oncle Sam et de l'autre les héritiers de Jules Ferry. Le premier allait accorder des franchises à la libre entreprise ; les seconds, une fois délivrés de Hitler, allaient opter, en toute démocratie, pour le totalitarisme du monopole. Ainsi peut-on opposer à l'origine les stations commerciales et le service public, le système américain et le système européen. C'est alors seulement, le financement assuré de part et d'autre et les choix faits, qu'on a commencé à se préoccuper des contenus à communiquer et de leurs destinataires. Qui peut nier que la genèse ne mette ainsi la charrue avant les boeufs ? A l'issue d'une évolution accélérée qui condense allègrement, depuis le début de ce siècle, quelques millénaires, nous aboutissons enfin à ce paradoxe : les "commerciaux" ont la faveur du public ; les services publics ne pensent qu'au commerce.

Ce raccourci est, bien évidemment, caricatural. Si on le juge partial, ce n'est pas, cependant, en reprenant les prétextes officiels dont se voile le monopole qu'il convient de le corriger (surtout au moment où le monopole n'hésite pas à joindre sans vergogne, aux ressources d'une taxe parafiscale, l'appoint compromettant de la publicité). Mais il est vrai qu'on pourrait invoquer les quelques événements positifs qu'a suscités, comme par mégarde, un développement des échanges qui, malgré les entraves, reste sans précédent et dont nous n'avons certes pas épuisé les surprises.

Oublions un instant ces réalités indécentes pour en revenir au ton neutre, apparemment rationnel, de l'expert. S'il nous était possible de faire table rase de l'histoire pour classer, selon des critères purement logiques, les objectifs ou les attitudes possibles des divers organismes qui utilisent les techniques de diffusion, nous établirions les distinctions suivantes :

- objectifs de service public ou intérêts mercantiles ;
- objectifs prioritaires de loisirs et de divertissement ou de culture et d'éducation ;
- diffusion de connaissances (savoir prédigéré) ou modification des comportements et attitudes ;

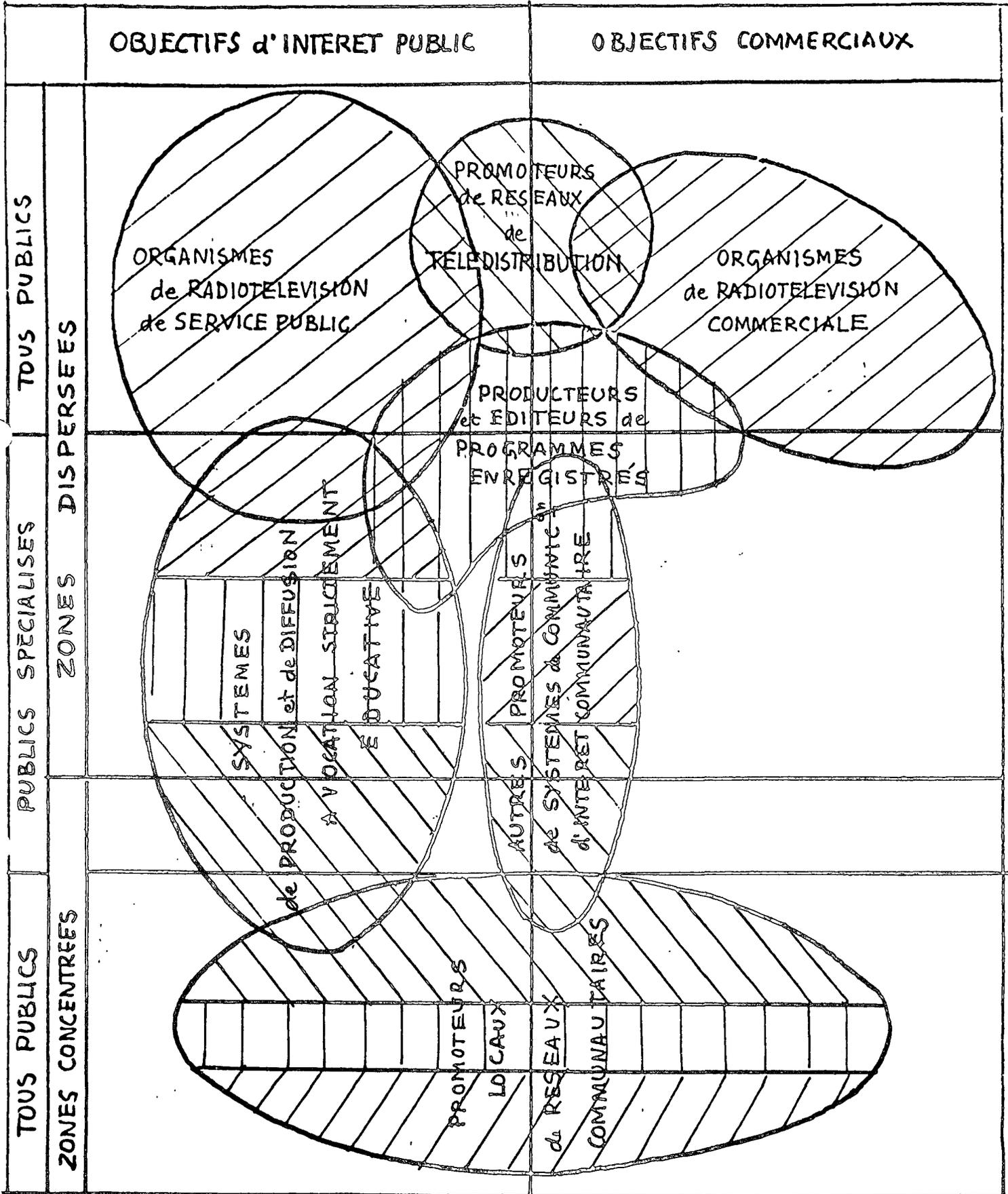
- programmes de formation destinés à répondre à une demande de caractère socio-économique (liée à l'expansion nationale et à l'évolution de l'emploi) ou programmes éducatifs destinés à assurer un meilleur épanouissement de l'individu dans son milieu culturel ;
- souci de coordination générale et de contrôle de l'ensemble des systèmes ou souci de libéralisme vis-à-vis d'une pluralité d'actions culturelles non coordonnées.

Mais ce ne sont là que les intentions formulées par les généralissimes. Encore faudrait-il définir les stratégies, dénombrer les troupes, tenir compte de l'intendance. C'est bien, comme nous l'avons déjà suggéré, une typologie des systèmes institutionnels qui s'impose d'abord, les objectifs n'étant invoqués qu'après coup, pour justifier la relation de telle institution avec son audience (nécessairement localisée, puisque la communication audiovisuelle implique toujours une géographie). Nous pouvons alors faire appel à trois critères :

- la nature de l'audience : public spécialisé ou "grand public" (considéré comme une série de publics distincts) ;
- la localisation de ce public : concentré dans certaines zones (une agglomération, voire un quartier) ou dispersé (audience régionale, nationale, voire internationale) ;
- les objectifs prioritaires du système : intérêt public ou profit commercial (cette distinction n'étant pas nécessairement liée au statut, privé ou d'Etat, de l'institution).

Ce jeu de critères pourrait sembler gratuit s'il ne permettait finalement (voir figure I) d'ordonner de façon suffisamment claire et satisfaisante tant de modalités diverses de la relation institution-public. En les combinant, il est également possible de proposer une typologie générale ou de caractériser tel système particulier. C'est ainsi qu'on distinguera :

- les organismes de radio-télévision de service public (O.R.T.F., B.B.C., R.A.I.) ;
- des organismes de radio-télévision commerciale (R.T.L., I.T.V., Europe n° 1) ;
- des promoteurs de réseaux de télédistribution (Multivision en France, CODITEL en Belgique, Rediffusion en Grande-Bretagne) ;
- des producteurs et éditeurs de programmes enregistrés, en vue de leur distribution par cassettes (Editions Hachette, Rencontre, etc...) ;
- des organismes ayant une responsabilité strictement éducative (radio-télévision scolaire et universitaire, notamment) ou s'adressant à des publics spécialisés (médecins, chercheurs, etc...) ;
- des promoteurs locaux de réseaux communautaires, soit pour l'animation urbaine (réseau de Normandin, dans la province de Québec), soit dans des buts essentiellement commerciaux (aux Halles de Rungis, par exemple).



Réseaux hertziens (y compris satellites)



cables



cassettes

TYPOLOGIE des SYSTEMES INSTITUTIONNELS

La figure II met par ailleurs en évidence la complémentarité des techniques au sein d'un système donné. En effet :

- les systèmes éducatifs peuvent utiliser la transmission hertzienne, qu'ils soient en liaison avec des organismes de télévision de service public (Open University, Telekolleg) ou qu'ils disposent d'un réseau indépendant (Télé-Niger, Iles Samoa, projet d'utilisation d'un satellite pour l'Inde) ; ils peuvent recourir à la distribution de programmes enregistrés (dans un avenir proche, sous forme de vidéo-cassettes) ou à transmission par câbles (Hagerstown, dans le comté de Washington, ILEA à Londres) ;

- les organismes de radio-télévision existants peuvent, complémentairement à la diffusion hertzienne, utiliser des réseaux de câbles, qu'il s'agisse d'améliorer la réception de leurs programmes ou d'augmenter le nombre de leurs chaînes ; ils peuvent aussi chercher à exploiter leurs programmes en s'associant à des éditeurs et distributeurs de cassettes (comme le fait l'O.R.T.F. en passant un accord avec Hachette) ;

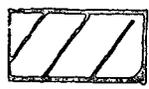
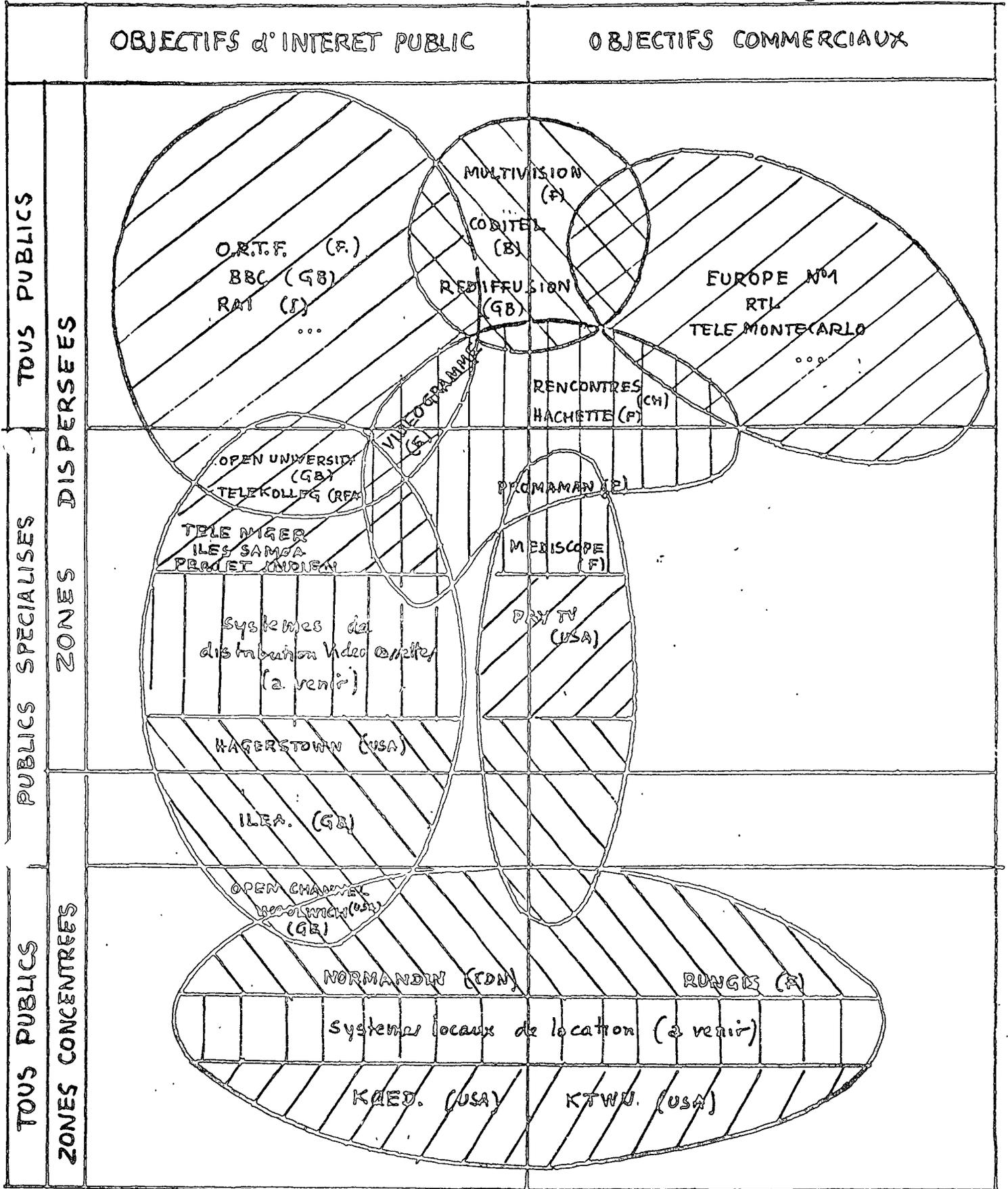
- les systèmes locaux d'intérêt communautaire peuvent, théoriquement, utiliser la transmission par câble (Normandin, Rungis), les cassettes (circuits de location à promouvoir) ou la transmission hertzienne (Station locale de San Francisco K.Q.E.D.).

2

C'est bien dans l'action éducative et culturelle (évitons pour l'instant de nous appesantir sur le sens de ces termes) que s'affirme le plus indiscutablement la notion de service public. C'est aussi dans ce domaine que semblent s'imposer en premier lieu les confrontations, voire la coopération internationales.

Cette action peut s'exercer, plus ou moins implicitement, à travers une pluralité de programmes diffusés dans les conditions normales de la radio-télévision : émissions "de qualité" qui, tout comme les autres, s'adressent à un public dispersé, peu défini, qu'on pourra sommairement qualifier de passif ou de libre, selon qu'on voudra insister sur le fait que son rôle se borne à regarder les programmes ou sur le fait que, n'étant soumis à aucune obligation d'assiduité, pouvant toujours "tourner le bouton" ou changer de chaîne, il reste perpétuellement à séduire. Le feed-back se résume à peu de choses : réactions spontanées (lettres ou coups de téléphone) ou sondages.

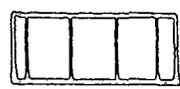
A ce type d'action diffuse, on peut opposer des actions plus strictement pédagogiques qui visent, avec des objectifs relativement précis, des publics définis à l'avance. Ces publics peuvent être actifs, c'est-à-dire engagés dans une entreprise (études, recherche, promotion) qui les astreint à certaines tâches, complémentairement à la réception des programmes, ou qui, au moins, les motive fortement, indépendamment de l'agrément ou de l'intérêt



Réseaux hertziens (y compris satellites)



Cables



Cassettes

EXEMPLES de RESEAUX

immédiat qu'ils peuvent trouver à ces programmes. Ils peuvent être, plus précisément encore, encadrés par des moniteurs ou professeurs, captifs entre les murs d'une classe.

Nous allons comparer tout d'abord deux actions pédagogiques qui visent, en Europe, des publics que nous venons de qualifier "d'actifs" : l'Open University, en Grande-Bretagne, le Telekolleg en Bavière.

Le Telekolleg a été lancé en 1967 ; quant à l'Open University, dont le plan avait été établi en 1969, elle n'a commencé à diffuser effectivement des émissions qu'en janvier 1971. Dans les deux cas, on recourt à des techniques d'enseignement complémentaires : télévision, documents d'accompagnement et devoirs écrits, réunions de travail en groupe. Mais la télévision joue, dans les deux opérations, un rôle d'une inégale importance : c'est sur elle que se fonde la structure didactique du Telekolleg, les documents écrits se bornant à reprendre les éléments des leçons télévisées ; à l'Open University, elle ne compte que pour 5 % (soit une demi-heure) dans l'organigramme hebdomadaire de travail auquel sont soumis les étudiants ; elle devrait surtout permettre de sensibiliser le public et fournir les éléments visuels indispensables à la compréhension des cours. Les 95 % du temps de travail restant sont consacrés à l'étude des documents écrits, à l'écoute de la radio, aux rencontres, individuelles ou de groupe, avec des conseillers ou des "tuteurs" et aux séminaires, qui apportent des informations différentes et complémentaires.

Dans les deux cas, on s'est préoccupé officiellement de donner "une deuxième chance" à des catégories de la population qu'on supposait à la fois motivées pour s'instruire et défavorisées par les conditions traditionnelles de transmission du savoir. Mais l'action des Berufsaufbahnschulen (écoles professionnelles de formation appliquée) que le Telekolleg se borne à amplifier tend avant tout à répondre à la demande socio-économique : il existe une grave pénurie de personnel qualifié dans l'administration, le commerce et l'industrie. Inspirée par des ambitions plus vastes de démocratisation culturelle, l'Open University, qui se prépare à dispenser des diplômes dans les trois cycles, se veut "ouverte au peuple, dans l'espace, aux méthodes, aux idées" et s'adresse à tout individu âgé de plus de 21 ans, en situation "d'exigence culturelle supérieure dont on ne s'est pas occupé". Il s'agit de corriger les déséquilibres socio-culturels liés au système universitaire préexistant.

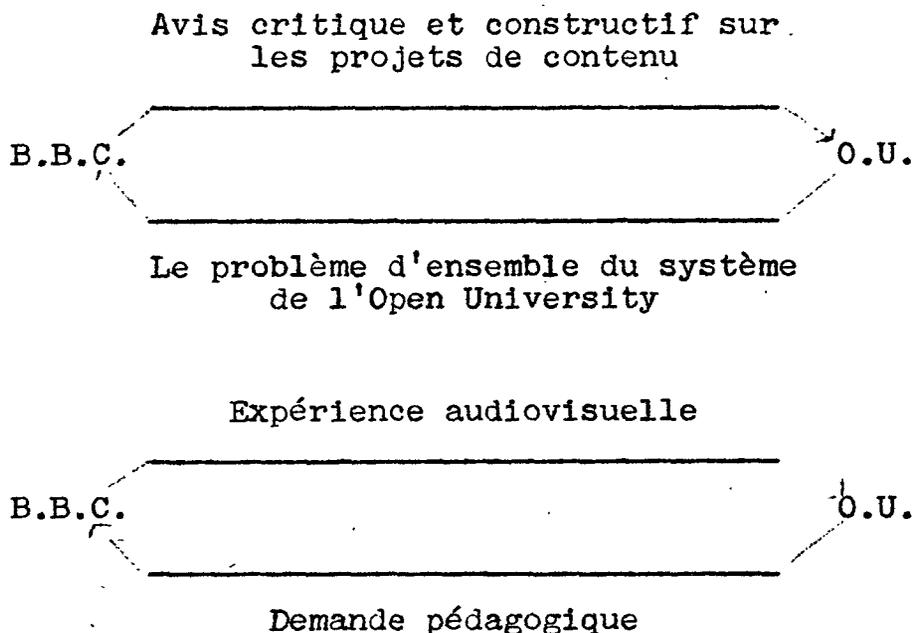
Nous comptons examiner ces expériences de deux points de vue :

- Comment s'articulent les responsabilités entre les différentes instances engagées dans l'action éducative ?
- Qu'espérait-on du recours à la radio-télévision et dans quelle mesure a-t-elle répondu à ce qu'on attendait d'elle ?

./.

En Allemagne, le Telekolleg bénéficie d'un financement privé (fondation Volkswagen) ; le Ministère de l'Education Nationale et de la Culture de l'Etat libre de Bavière assure l'organisation du travail en groupe, le paiement des professeurs, l'organisation de l'examen final ; c'est la Bayersche Rundfunk qui se charge de réaliser et diffuser les émissions, ainsi que de promouvoir, imprimer et diffuser les documents d'accompagnement. Sa responsabilité apparaît donc au premier abord comme dominante. En fait, le contrat qui la lie à l'Etat précise qu'il s'agit pour elle de diffuser le programme des Berufsaufbansschulen existantes et de préparer au diplôme d'Etat.

Autonome, l'Open University bénéficie d'une aide d'Etat qui doit être plus importante dans la période de démarrage. Son statut est analogue à celui des autres universités anglaises. Son contrat avec la B.B.C. revient en fait à un contrat de prestataire de service. En théorie, la relation de base entre professionnels de la télévision et pédagogues est l'"educational partnership" qui se traduit par les deux schémas suivants :



En réalité, c'est le corps enseignant qui a régulièrement le dernier mot, au niveau de la production comme au niveau de la détermination des programmes.

La situation reste donc, dans les deux cas, traditionnelle. La radio-télévision n'a été utilisée que comme un moyen de transmettre et de démultiplier l'enseignement préexistant. A.O. Schörb, dans un rapport sur le Telekolleg, souligne un autre de ses avantages :

"Du point de vue de la politique culturelle, la qualité essentielle du Telekolleg ou d'utilisations similaires de la télévision dans le cadre du système éducatif public à l'avenir, réside dans son court temps de réaction. La décision politique, sa réalisation et les effets produits dans l'ensemble du système sont beaucoup plus rapprochés dans le temps que ce n'est le cas pour tout autre instrument éducatif.

L'utilisation de ce moyen de communication de masse est donc à conseiller partout où il s'impose de pourvoir à une crise aiguë ou à des goulets d'étranglement dans le système éducatif pour lesquels tout autre recours est impossible en raison de la trop longue période de temps qu'il nécessiterait pour entraîner un succès effectif..." (1).

Les possibilités d'expression du médium ne sont, ni exploitées, ni réellement prises en considération ; les émissions ne sont, la plupart du temps, que des cours télévisés ; à l'Open University, la fonction complémentaire qui était assignée à la télévision aurait pu conduire à exploiter davantage ces possibilités spécifiques, mais, en fait, la parole du T.V. teacher y prend une importance grandissante.

Quant à la diffusion hertzienne, non seulement elle ne remet pas en cause, mais elle renforce la relation pédagogique traditionnelle : la transmission unilatérale du savoir et du savoir-faire de haut en bas, du maître à l'élève, sans que celui-ci puisse se manifester autrement qu'en exécutant des tâches imposées ou qu'en répondant à des questions. La seule méthode d'évaluation et de contrôle reste la notation et l'examen (autrement dit, ce sont les étudiants qui sont jugés, jamais l'enseignement lui-même). C'est aussi le seul feed-back dont disposent les programmeurs et producteurs d'émissions, qui ne bénéficient pas des moyens de contrôle instantané qu'assurait au moins à l'enseignant classique sa présence effective dans la classe. Aucune structure n'est prévue, ni dans un cas ni dans l'autre, pour permettre aux étudiants de participer à l'élaboration des programmes. Une revendication formulée en ce sens par les étudiants de l'Open University qui entendaient participer aux forums télévisés a même été explicitement rejetée par le Conseil : celui-ci a prétendu que ces étudiants, isolés par définition, ne sauraient envisager de s'organiser.

Le recours à la radio-télévision a-t-il répondu, du moins, à ce qu'on en attendait ? Dans les deux cas, elle devait être le vecteur permettant d'introduire la culture et le savoir dans les foyers et de soutenir les efforts individuels mieux que ne le faisaient les cours par correspondance. Dans les deux cas, cet effort d'élargissement à des catégories nouvelles de la population a connu un échec. ./.

(1) In Telekolleg, ein Studienprogramm des Bayerischen Rundfunks 1970 wissenschaftliche Begleituntersuchung Heft 1 - p. 86.

Les inscrits à l'Open University sont en majorité des enseignants du primaire et du secondaire (35 %) et des membres des professions libérales (11 %) comme l'indiquait, il y a quelque temps, un article paru dans le Monde.

Au Telekolleg, dont l'enseignement visait surtout une population d'agriculteurs et d'artisans peu qualifiés, la grosse majorité des inscrits se recrute parmi des jeunes citadins en train de suivre ou ayant terminé un cycle de formation professionnelle, ou parmi des personnes qui ont déjà reçu une formation scolaire de second degré (cf. rapport de Schiefele).

La télévision ne touche donc qu'un public déjà sensibilisé à la forme de culture qu'elle diffuse et qui est, dans les deux cas, une culture de type scolaire ou universitaire classique. Ce public n'aurait sans doute pas été touché par les moyens traditionnels, mais les résultats restent très en-deçà des espoirs des débuts.

Examinons à présent plus brièvement deux actions éducatives engagées en Afrique dans le domaine de l'enseignement primaire.

Avec l'une d'elle, celle de Télé-Côte d'Ivoire qui vient de démarrer en vraie grandeur (en octobre 1971), nous retrouvons une situation comparable à celles que nous venons de décrire : la programmation reste placée sous l'autorité de l'Education Nationale ; les élèves, à la réception, sont encadrés par des membres du corps enseignant qui n'ont pas été particulièrement formés à cette tâche et qui sont eux-mêmes encadrés par des inspecteurs primaires formés de façon non moins traditionnelle. Télé-Côte d'Ivoire a la responsabilité, intermédiaire, de la production. Les efforts qui devaient être faits, en principe, pour rénover le contenu de l'enseignement, sont donc bloqués à deux niveaux : celui de la programmation (pesanteur de l'administration centrale) et celui de la réception (impréparation et résistances du corps enseignant).

La situation de Télé-Niger, qui vient d'achever un premier cycle de quatre années d'enseignement (ses élèves se présentent en 1972 au C.E.P.) est, par contre, très différente. L'action pédagogique a été engagée à l'échelle expérimentale (vingt-deux classes). L'institution était au départ autonome, aussi bien par rapport à l'Education Nationale que par rapport à l'Office de Radio-Télévision nigérien, et cela à tous les niveaux : programmation, production, réseau de diffusion, encadrement à la réception (les maîtres ont été en effet recrutés, au niveau du C.E.P., et formés par Télé-Niger). La part de l'innovation a été, cette fois, considérable : elle portait à la fois sur le contenu de l'enseignement, sur les méthodes, sur le mode de communication (1).

./.

(1) Cf. L'aventure de la Télévision scolaire du Niger - Coopération et Développement (janvier-février 1972).

On assiste actuellement. - après une période d'incertitudes - à une récupération de Télé-Niger par le système traditionnel d'enseignement. Hasardons une hypothèse : l'institution a payé le prix de son indépendance en étant, aussi, marginale. Pour que ses élèves puissent affronter à chances égales un examen conçu pour leurs camarades formés selon les normes scolaires classiques, il lui fallait abandonner une part de son originalité. La réduction des différences entre l'école télévisée et l'école traditionnelle s'imposait encore plus impérieusement dans la perspective d'une extension de l'expérience. Certes - et c'était bien là l'intérêt d'une tentative réalisée à l'échelle expérimentale - le rapprochement aurait pu s'effectuer par refonte des programmes d'enseignement préexistants aussi bien que par l'alignement de Télé-Niger. Mais, dans la mesure où les autorités de l'Education Nationale n'avaient pas été à l'origine de l'innovation, il n'était pas question pour elles de s'en inspirer. Il ne reste donc plus aux producteurs et programmeurs qu'à se conformer aux principes qui, seuls, sont reconnus par les autorités et par le corps enseignant.

Il est aujourd'hui trop tôt pour dire si, en passant du stade expérimental (Tevec) à une forme généralisée (Multi-Media, encore en projet) l'opération d'éducation des adultes engagés au Québec fera l'objet d'une récupération analogue. Notons seulement que ce qui faisait l'originalité et l'intérêt de TEVEC (une structure qui permettait à l'initiative des centres régionaux et des groupes locaux de se manifester, la participation des "éduquants" à l'élaboration de programmes conçus en fonction de leurs besoins, l'accent mis sur l'animation bénévole et l'auto-éducation, la possibilité permanente pour les usagers d'agir sur le dispositif) risque d'inquiéter le pouvoir au moment où le projet Multi-Media vise 50 % de la population du Québec : l'initiative laissée à la base ne risque-t-elle pas de favoriser les "minorités actives", en l'occurrence le mouvement séparatiste ?

Nous ne pouvons enfin terminer ce tour d'horizon sans évoquer, au moins brièvement, le statut et les activités du Children Television Workshop (C.T.W.), organisme producteur de la série Sesame Street et d'une autre série en préparation : Electric Company. Ce centre de production, créé en 1968 avec le soutien de fondations privées et d'organismes publics, est indépendant à la fois des institutions scolaires - très décentralisées aux U.S.A., comme on sait - et des stations de télévision. C'est par contrat que la Corporation for Public Broadcasting (C.P.B.) s'est engagée à diffuser Sesame Street sur le réseau de stations de la télévision publique et le C.T.W. peut également passer des accords de diffusion avec des stations commerciales pour les régions qui ne sont pas couvertes par la télévision publique. Le lien s'établit au niveau des grandes fondations qui subventionnent à la fois la C.P.B. et les programmes d'aide aux minorités défavorisées parmi lesquelles s'inscrivent les productions du C.T.W.

L'objectif premier du centre était de réaliser un programme de télévision qui mette au service de l'éducation les techniques de production et les "valeurs distractives" de la télévision commerciale. C'est ainsi que Sesame Street, qui cherche à préparer à l'apprentissage de la lecture les enfants de 3 à 5 ans appartenant à des milieux défavorisés, fait largement appel à l'humour, aux

techniques de la bande dessinée (les "bulles") et de la publicité (briéveté, répétitions systématiques, usage de la rime, de la ritournelle, du slogan). Cette série, dont la diffusion a commencé le 10 novembre 1969 a, depuis, connu un succès croissant : 7 millions d'enfants de la classe d'âge concernée ont été atteints par le programme. (On regarde cependant plus Sesame Street dans les foyers blancs que dans les foyers noirs, dans les foyers ayant un haut niveau d'instruction que dans les autres ; mais il se peut que ce déséquilibre tienne essentiellement à la structure de diffusion : 50 % des foyers noirs et 48 % des foyers dont le chef de famille n'a pas le diplôme de fin d'études secondaires ne peuvent pas recevoir la télévision publique).

La diffusion d'Electric Company, destiné cette fois à des enfants d'âge scolaire qui ont manqué ou qui sont en train de manquer leur apprentissage de la lecture, pourra apporter d'autres renseignements. C'est la première fois, en effet, que la télévision tente d'atteindre des objectifs considérés d'habitude comme strictement scolaires, en s'adressant à un public non encadré. Les animateurs de C.T.W. ont entrepris de résoudre deux problèmes : celui de la méthode pédagogique (éviter de créer des confusions dans l'esprit des enfants en leur proposant une méthode d'apprentissage différente de celle à laquelle ils se sont déjà habitués en classe) ; celui de la progression pédagogique (malaisément compatible avec l'irrégularité prévisible d'écoute).

La démarche suivie pour la mise en oeuvre des programmes se caractérise par une coordination permanente entre la recherche et la production et par l'importance donnée aux étapes préparatoires à la réalisation des émissions à diffuser (établissement du cahier des charges, définition des objectifs de comportement, étude du public et de ses goûts, production expérimentale, évaluation des résultats, etc...). La coopération, pendant ce processus, entre les "spécialistes de l'enfance" (qui peuvent être aussi bien des auteurs d'émissions enfantines, des rédacteurs ou graphistes de journaux d'enfants que des psychologues ou des pédagogues) et les producteurs-réalisateurs de télévision ne semble pas donner lieu aux mêmes blocages qu'ailleurs. Cette réussite tient-elle au statut du C.T.W. (la coopération s'avérant plus facile entre des individus de formation différente travaillant pour un organisme indépendant qu'elle ne le serait entre institutions) ? A la décentralisation du système scolaire préexistant ? A des méthodes de travail et à des habitudes d'esprit différentes des méthodes et habitudes européennes ? A partir d'un examen aussi sommaire, nous n'aurons pas l'imprudence de proposer une explication.

A lire ce qui précède, on pourrait croire que nous nous en prenons exclusivement au système scolaire ou universitaire, coupable avant tout à nos yeux de mal utiliser les ressources de la télévision. On nous aurait, en ce cas, bien mal compris. Si (mis à part l'exemple du C.I.W.) notre description tend à mettre en évidence l'incapacité du système d'enseignement à se remettre en cause, au point de ne tolérer que des expériences marginales ou éphémères qui ne peuvent jamais déboucher sur une transformation d'ensemble, c'est que nous examinons le champ éducatif défini au sens strict, celui où l'Education Nationale comme institution et le corps enseignant comme groupe détiennent encore le pouvoir dominant. Croit-on que les autres systèmes que nous pourrions observer en explorant d'autres champs seront plus ouverts à ce qui n'est pas eux, plus aptes à intégrer les novations, à admettre les différences ? Les autres institutions sont-elles moins exclusivement soucieuses de leur propre conservation ou de leur propre développement, indépendamment des buts qu'elles prétendent s'assigner ? Une réflexion anthropologique pourrait aller plus loin en décrivant l'incompatibilité des systèmes humains, les énormes difficultés de la mise "en phase" lorsque deux d'entre eux se trouvent en présence, les conflits et la confusion qui n'aboutissent jamais à une synthèse ni à un accord, mais à la substitution d'un système à un autre.

Qu'entendons-nous par là au juste ? Pour nous, un système est un ensemble concret, qui n'est pas seulement défini par une pluralité de facteurs, mais inséré dans l'histoire. En cela, nous nous écartons des courants intellectuels dominants : s'il y a beaucoup de structuralistes de par le monde et, aux U.S.A. surtout, beaucoup de "théoriciens des systèmes" virtuoses de l'informatique, il y a bien peu de généralistes qui, avec ou sans ordinateur, consentent à examiner de tels ensembles et, refusant de s'en tenir à un seul critère, tentent par exemple, quelques confrontations entre technologie et politique, contenant et contenu, institutions et individus...

La question, pourtant, est d'importance lorsqu'on entreprend de décrire l'évolution probable de la diffusion audiovisuelle. Si on ne prend en considération, pour ce faire, que le critère technologique, on pourra s'abandonner aux perspectives euphoriques de mieux-être auxquelles croient, souvent de bonne foi, ingénieurs et technocrates. Quant aux aspects inquiétants que présente aujourd'hui la communication de masse, on pourra toujours les imputer aux insuffisances de la technologie précédente, que les inventions nouvelles vont permettre de corriger. Des évolutions récentes, on n'apercevra plus que des faits disjoints et quelques déviations accidentelles qui n'ont aucune raison, espère-t-on, de se répéter à l'avenir. Mais si, interprétant ces faits comme des symptômes, on se décide à tirer les leçons de l'histoire, on devra reconnaître que la technologie échappe au technicien, les machines à leurs usagers comme à leurs manipulateurs, et plus généralement l'avenir à nos bonnes intentions. /.

C'est qu'au moment où il met au point la machine en fonction d'un certain emploi, le technicien se réfère à un système de valeurs qu'il peut supposer à la fois universellement admis et immuable. S'il s'avère qu'un autre système de valeurs - ou de contre-valeurs - s'est imposé en fait, et parfois en droit, si une autre logique de l'emploi s'est substituée à celle du bon vouloir, le technicien ne peut que travailler, en toute candeur, à édifier et à suréquiper un univers à rebours.

Pour mettre à l'épreuve cette hypothèse, hélas trop vraisemblable, examinons quelques "cas de figure".

On prédit une diversification des techniques et des publics, on parle de complémentarités et de combinaisons répondant de plus en plus efficacement à des exigences de plus en plus précises. On fait observer que des emplois combinés de la télévision, de la radio, de l'écrit existent déjà. Certes, nous venons de le vérifier, mais dans quel secteur ? Celui de l'enseignement, le plus fortement structuré et planifié, celui où s'exercent le plus étroitement les contraintes du service public d'une part, des programmes d'autre part, et, du côté des enseignés, de l'encadrement et des contrôles de connaissances. Et dans quel but ? Pour résoudre au plus vite, dirait A.O. Schorb, des "crises aiguës" sans se poser de questions gênantes sur l'adaptation au réel du système d'enseignement ; pour s'arranger, n'importe comment, du fait que le nombre des enseignants croît beaucoup moins vite que les masses à enseigner. Sortis de ces limites précises, que constatons-nous ?

Lorsque la télévision a commencé à coexister avec la radio, avons-nous vu l'une et l'autre se compléter, le public apprendre à passer d'un médium à l'autre, en fonction de ce qu'il pouvait en attendre ? Massivement ce public a opté pour la télévision, ne demandant plus à la radio que le chatouillis d'un décor sonore permanent, la commodité d'une valise à paroles. Entre le poste de télévision trônant dans la salle à manger et le transistor qu'on promène en pique-nique, y a-t-il complémentarité ? A la rigueur. Peut-on parler de diversification ? Sûrement pas. Les prestiges, mais aussi les mirages de l'image se sont substitués aux pouvoirs du son seul. Quelle "broadcasting corporation", publique ou privée, s'est alors souciée de maintenir un équilibre, de préserver les modes d'expression originaux que la radio avait su se forger ? On s'est contenté de lui offrir une prime de consolation, en annonçant un avenir où "le public lui reviendrait". (Quand ? Lorsque les émissions de télévision seront devenues suffisamment ineptes ? Mais, à ce moment-là, les émissions de radio vaudront-elles mieux ?)

Du côté de la radio, deux phénomènes se sont alors produits :

- d'une part, pour retenir ce grand public que la télévision lui enlevait, la radio s'est empressée de lui fournir ce qu'il lui demandait : un bruit de fond. Elle a découragé ainsi les minorités qui attendaient d'elle autre chose que ce que la télévision pouvait leur apporter ;

- d'autre part, elle a spécialisé dans "la culture" quelques réseaux de faible écoute, auxquels on attribue une part très modique du budget antenne, kilowatts, production. Ces réseaux (France-Culture, par exemple, avec 1 % d'écoute environ) se sont ainsi réduits à n'être plus que le véhicule d'échanges quasi-confidentiels entre élites nostalgiques. Les plaidoyers en leur faveur prennent fatalement figure de combat d'arrière-garde ; leur maintien charitable sert d'alibi à toutes les vulgarités.

Autre exemple : le recours aux vidéo-cassettes doit rendre aux collectivités, puis aux individus, leurs facultés de choix ; la sélection va contrebalancer la tendance à l'uniformisation créée par la télévision. Mais ne pouvons-nous pas nous référer à un précédent ? Le disque a, de la même manière, fait face à la radio. Que s'est-il donc passé ? Ces deux véhicules se sont-ils répartis des fonctions différentes et complémentaires ? Les emplois du disque se sont-ils diversifiés ? Les réseaux se sont-ils fractionnés en canaux de liaison entre des groupes précisément concernés ? Enfin, puisque les besoins de la radio, comme ceux de la télévision, sont dévorants, avons-nous vu, parallèlement à la distribution commerciale, se développer une production de disques axée sur les besoins spécifiques d'un service public ?

En vingt ans, il ne s'est pas passé grand chose. Les réseaux n'ont guère évolué, l'édition pas davantage. Les seuls emplois originaux du disque ont été - là encore ! - pédagogiques (pour l'apprentissage des langues, notamment). Sur le plan du "développement culturel", la radio et le disque ont agi dans le même sens. Dans le domaine de la musique, par exemple, nous pouvons constater les faits suivants :

- il y a eu, d'abord, renforcement de la culture traditionnelle. A force de presser des disques et de diffuser des oeuvres "classiques", de Monteverdi à Bartok, avec le point haut - si l'on ose dire - de "l'année Beethoven", on peut affirmer comme le fait avec une tranquille prétention un producteur de l'O.R.T.F., que "tous les Français sont musiciens" (ni plus ni moins, bien entendu, que tous les Européens) ;

- à l'opposé de cette culture "classique" refermée sur elle-même se situe une "musique contemporaine" des plus élucubrée qui, à quelques exceptions près, prend le contrepied de la tradition. Peu diffusée (et, en général, à des heures ou sur des réseaux confidentiels), peu éditée (sauf pour quelques vedettes), elle reste confinée dans les lieux de rendez-vous de l'élite internationale. Paradoxalement, la "musique expérimentale" qui fait partie de ce secteur est née des techniques électro-acoustiques et électroniques liées aux moyens de diffusion de masse ;

- enfin, entre ces deux extrêmes (multiplication de l'acquis et innovation pour happy few) apparaît un hybride : la pop music, dont il serait aisé de montrer que, techniquement du moins, elle est la combinaison, quelque peu hagarde, de ces deux éléments totalement aliénés.

Faut-il pavoiser ? On démocratise la "grande culture", on honore les inventeurs et la musique de tout le monde ressurgit sous forme pop, en faisant la preuve par neuf de sa consommation. Loin de nous l'idée de nier l'intérêt des contrastes, voire du désordre et de la confusion, inséparables des erreurs fécondes, des enthousiasmes, des tâtonnements, de la vie. Mais le tableau n'est pas si positif : on assiste en fait à une ségrégation des contenus et à une ségrégation des publics, à la constitution de plusieurs mondes musicaux hermétiques les uns aux autres. Même en admettant (idée peu orthodoxe) qu'il y ait, non pas une culture, mais des cultures, on peut douter des aptitudes de l'homme contemporain à se situer et à exercer à bon escient ses facultés de synthèse et de choix entre des styles aussi hétéroclites et des incitations aussi contradictoires. On peut observer ses incertitudes et celles de ses guides attitrés, critiques ou éducateurs. On peut observer aussi qu'il n'y a plus, véritablement, un public ni des publics, mais des masses ou des conglomerats de consommateurs en proie aux manipulations effrontées de la publicité ou aux manipulations, plus insidieuses mais non moins efficaces, du snobisme. Ainsi, bizarrement, on assiste à la fois au laminage des différences et au découpage de la culture en portions discontinues.

Ce propos - qu'on pourrait étendre aisément aux arts plastiques ou à la littérature - nous mène à deux remarques importantes : la première concerne ce que nous pourrions appeler "l'adhérence du contenu au support" ; la seconde concerne ce que nous pourrions appeler les "boucles" à l'intérieur desquelles une certaine technologie et une certaine économie du produit enferment des morceaux de ce public que, tout à l'heure, nous avions qualifié de "libre" et qui devient en fait aussi coagulé que le public "encadré". Ainsi furent formées par la radio et le disque les boucles que nous venons de citer : le classique, l'avant-garde, la pop music. Rien qui fasse transition et, dans cette période d'étranges mutations, aucune réflexion, à haut ou à moyen niveau, qui porte sur l'ensemble. Ni produits d'assimilation ni tentatives d'interprétation (à de rares exceptions près). De synthèses, ne parlons même pas. Et, dans chacun de ces domaines clos, des populations finalement résignées à n'importe quoi.

Un schéma analogue a bien des chances de se reproduire lorsque coexisteront la télévision et les vidéo-cassettes.

Tout d'abord, en raison des prix divers des supports, reflétant comme par avance le mode de distribution et presque la typologie des acheteurs, on voit aussitôt quel pourra être le répertoire Sony ou 8 mm, celui du disque bon marché, de l'E.V.R. de luxe et du futur holographe, qui promet des raffinements ultérieurs, équivalent de ceux de la stéréophonie succédant à la haute fidélité. On peut aussi se remémorer la lente montée du microsillon, la répugnance des auditeurs à passer des ondes longues aux ondes moyennes, leur refus, sauf nécessité, des ondes courtes, leurs réticences à l'égard de la M.F., ces résistances allant de pair avec les lenteurs de l'équipement. Une telle adhérence du

contenu au support n'est en rien un phénomène culturel. C'en est même précisément le contraire : jusqu'ici, même si on était sensible au luxe d'une édition, l'oeuvre littéraire apparaissait indépendante de son support ; et si, dans la musique ou les arts plastiques, cette oeuvre restait indissociable des matériaux, c'était le sens dont elle était chargée et son originalité qui faisaient sa valeur, non pas son conditionnement pour une économie de vente. Au cas où ces raisons ne suffiraient pas, ajoutons enfin que le support le plus aisément réalisable, le moins coûteux et donc, vraisemblablement, le plus imparfait, touchera la clientèle la plus nombreuse en recherchant son plus petit commun dénominateur : les désirs les plus immédiats, l'agrément le plus superficiel. Les tentatives originales - il y en aura sans doute - ne seront que des exceptions. Dans l'ensemble, on verra la production d'autant plus rigidement soumise à la loi du profit que le marché sera incertain (1) et le terrain perdu difficile à regagner, se conformer aux règles de ce que Jacques Thibau (2) nomme l'insignifiance : ce qui n'offense ni ne fatigue personne, les divertissements anodins qui plaisent, nous dit-on, à une audience déjà façonnée par la télévision.

Une politique culturelle digne de ce nom devrait donc aller à contre-courant de la tendance. Qui pourrait, hors l'Etat, l'assumer ? Or ne plaide-t-on pas souvent, pour les nouvelles techniques de diffusion, l'affranchissement du monopole ? N'est-il pas tentant d'échapper, grâce à elles, à l'emprise de ces monstres du quaternaire indéfiniment gonflés de pouvoir et d'attributions qui imposent, dans nos pays en principe démocratiques, un véritable totalitarisme culturel ? A ce détail près : la concurrence, le cycle infernal de l'offre et de la demande commerciales conduisent encore plus inéluctablement à l'uniformisation. Les exemples abondent, les témoignages aussi. Citons celui de Martin Esslin, chef des émissions dramatiques de la B.B.C., à propos de la télévision commerciale aux Etats-Unis :

"... les téléspectateurs des grandes agglomérations urbaines ont parfois le choix entre dix chaînes et davantage. A l'inverse de la plupart des pays où la télévision est un monopole d'Etat, la télévision américaine est exploitée par des entreprises privées et financée par la publicité. Or, paradoxalement, la multiplicité des chaînes, dans un système exploité commercialement, comme le réseau américain, semble restreindre et non augmenter les possibilités de choix des téléspectateurs.

./.

(1) On a vu récemment, au Micab (Marché International de la Télévision par Câbles) et au Vidca (programmes et équipement vidéo-cassettes et vidéo-disques) qui se sont tenus à Cannes au début de mars, quelles étaient les hésitations des fabricants et comme on était loin déjà des prophéties triomphales de naguère.

(2) Une Télévision pour tous les Français, Editions du Seuil, 1970.

Les études de marché, qui permettent de déterminer quel type de programme plaît au plus grand nombre, entraînent en effet une uniformisation des programmes diffusés par les différentes chaînes à une heure donnée : le feuilleton côtoie le feuilleton, le western un autre western, le match de football un autre match de football" (1).

Les choses ont été si loin que les Américains ont entrepris, comme on sait, d'inverser la tendance en créant, à côté de la télévision commerciale, un "quatrième réseau" de télévision publique : en 1967 était ainsi fondée la Corporation for Public Broadcasting (déjà mentionnée à propos de Sesame Street) qui fournit des programmes éducatifs et culturels à des stations à but non lucratif subventionnées par les Universités, les villes et les Etats. Par ailleurs, la télévision commerciale à laquelle on ne reproche pas seulement la monotonie et la médiocrité de ses programmes, mais sa recherche systématique du sensationnel et les abus de la publicité, fait l'objet des attaques convergentes des politiques (discours de M. Agnew en 1969) inquiets de sa puissance et des groupes de consommateurs (par exemple l'équipe de Ralph Nader) qui tendent à lui imposer à la fois les servitudes et les responsabilités d'un service public.

Un tel exemple ne saurait inciter les pays européens à renoncer au monopole d'Etat. On espère parfois, sinon sa ruine, du moins son intégration à un ensemble plus divers, mieux équilibré, on souhaite que le pouvoir, la censure, les pesanteurs administratives ne l'écrasent plus, que puisse enfin jouer l'émulation nécessaire à la vie intellectuelle et à la création artistique... Et voici qu'on se trouve obligé de reporter sur lui l'espoir d'une qualification des productions et du maintien du niveau culturel !

Or comment se comporte-t-il, ce monopole ? A quelles forces obéit-il ?

Pour commencer, à l'instinct de puissance, au réflexe immédiat du premier occupant qui voit surgir sur son territoire des intrus, de futurs "monstres du quaternaire" qui menacent son hégémonie. Les "blocages" et "occupations du terrain" sont manifestes, dans notre prudente Europe où les juristes restent les conseillers les plus écoutés des administrations (et des corporations) attentives à leur propre survie.

S'agit-il de câbles ? Le monopole des télécommunications reste, entre les mains de l'Etat, un frein puissant. Nul doute qu'il ne le lâche que moyennant les plus expresses garanties d'intéressement et de contrôle. Nul doute aussi, dans la mesure

./.

(1) Résumé, paru dans la Tribune de Genève du 3 mars 1972, d'une étude parue dans Impact : science et société, revue trimestrielle de l'UNESCO.

où les organismes de télévision sont déjà bien tenus en main, qu'on ne leur demande de poursuivre leur délicate fonction de fabricants d'images, toujours suivant la même règle d'or : distraire les citoyens et les éduquer, voire les informer, dans des limites raisonnables, autrement dit de manière à les maintenir dans l'obédience et la tranquillité.

S'agit-il des vidéo-cassettes ? Le terrain, cette fois, est un peu plus difficile à bloquer. Mais comment ne pas plaider l'inestimable valeur du stock audio-visuel dont dispose chaque institution de radio-télévision ? Ici commencent, cependant, les difficultés : après avoir cru qu'on allait faire fortune en ouvrant aux divers publics les rayons d'un gigantesque supermarché culturel, on s'aperçoit que les stocks sont eux-mêmes bloqués par des droits et, souvent, se prêtent mal à la "mise en boîte". En outre, où va-t-on chercher ces publics dont les réactions, plus ou moins favorables, décideront des investissements ? Le fait que les premières enquêtes sur la question aient été menées, en France, dans les salons de coiffure, est trop significatif pour qu'il soit nécessaire d'insister. Entre un stock qui se dérobe, un public indéterminé, des supports incertains, qu'advient-il du contenu ? Il sera, bien évidemment, celui qui répondra, tant bien que mal, à toutes ces contraintes, avant que n'interviennent des choix sur sa valeur informative ou culturelle. Il n'est certes pas exclu que l'édition et la distribution des vidéo-cassettes ne soient un jour aussi prospères que l'industrie du disque, mais elle connaîtra très probablement des débuts besogneux, et il est fort à craindre que la production, soumise à un ensemble de contraintes à la fois administratives et mercantiles, ne connaisse des débuts médiocres qui marqueront son destin ultérieur. Nous verrons en outre se former des "boucles" analogues à celles qu'avaient formées la radio et le disque.

Or l'Etat-Patron (quelles que soient les formes variées qu'affecte son pouvoir) commence à se préoccuper très sérieusement des frais du monopole et des risques de son exploitation. Dans quel domaine trouver le produit le plus sûr, le contenu le moins subversif, le client le plus assidu ? Dans celui de l'enseignement, bien sûr, où les besoins sont évidents et en constante augmentation, tout comme la démographie. Ce rapprochement, que nous ne sommes pas seuls à faire (1) entre l'éducation et l'industrie, ne devrait scandaliser personne : l'entreprise en cours n'a que peu de rapport avec l'idéologie de l'école gratuite et obligatoire au temps de Jules Ferry. Toute la différence est dans l'intention, car il n'est pas indifférent de penser en termes

./.

(1) "L'école ne représente pas seulement la nouvelle religion planétaire, c'est également le marché de l'emploi qui se développe le plus vite. La production de consommateurs est devenue un secteur florissant de l'économie (...) Au cours de la dernière décennie, les investissements consacrés au système scolaire et à son équipement se sont élevés proportionnellement plus vite que ceux consacrés à l'armement. Le désarmement ne ferait qu'accélérer cette tendance qui conduit à investir massivement dans l'industrie de l'éducation." Ivan Illich. Une société sans école. Ed. du Seuil.

d'éducation populaire par l'intermédiaire d'un réseau d'institutions, ou de penser en termes de consommation scolaire et de produits éducatifs. Ici, subtilement, le développement n'obéit plus seulement à la mode ; il trahit son mobile. Sous le couvert des valeurs éternelles et du droit au savoir, s'esquisse une opération qui chuchote, dans le secret des antichambres institutionnelles, ses vrais motifs : encore et toujours, occuper le terrain, raffermir son monopole, vendre à coup sûr à une clientèle captive, cette fois au sens strict, un produit qui, dans le bouleversement de toutes les relations sociales, reste, seul, traditionnel.

Ainsi, partout, la raison d'Etat (n'importe quelle raison de n'importe quel Etat) précède toute considération culturelle ; partout la politique et l'administration se soumettent la technologie. Ainsi voyons-nous enfin l'Etat-Patron gérer de plus en plus strictement selon la loi de l'offre et de la demande, un nombre grandissant d'entreprises où culture et commerce vont de pair. Une "bonne" gestion administrative s'apparente de plus en plus à une bonne gestion privée. Dans les deux cas s'affirment une même tendance à la concentration et une même volonté d'exercer, directement ou indirectement, un contrôle de plus en plus complet sur la masse des citoyens consommateurs. Il devient alors nécessaire de jeter sur ces réalités inquiétantes le manteau de l'idéologie : telle est bien la fonction des discours rassurants sur le respect des libertés individuelles et collectives, des références à la déontologie devenues plus que jamais nécessaires dans l'entrelacement subtil des vrais besoins et des faux motifs (ou l'inverse) ; tel est le rôle des experts, chargés de garantir, preuves techniques à l'appui, que nous allons à grand pas vers l'autonomie, la diversification, l'individualisation, la restitution, enfin, aux téléspectateurs aliénés, de leurs responsabilités de choix. Les multiples possibilités qu'offre, théoriquement, la panoplie des nouvelles techniques, fournissent à ces experts des arguments apparemment convaincants.

Ce constat est brutal. Il n'est pas polémique. Lorsqu'on a eu l'occasion de reconnaître, un peu partout, les mêmes processus à l'oeuvre dans tous les systèmes, publics ou privés, de radio-télévision, comment ne pas, à la fin, lever le masque ? Comment ne pas opposer, à tant de vœux pieux et de prévisions euphoriques, l'expérience quotidienne qui parle d'elle-même, trop clairement hélas, pour qu'il soit nécessaire de la commenter ?

De la défense du territoire à la course aux armements : c'est ainsi qu'évoluent, dans les systèmes de communication comme ailleurs, les rapports entre institutions et, aussi, les rapports entre nations. N'insistons pas trop sur le second point : il nous faudrait mentionner des faits qui, relevant de la politique générale, pourraient donner lieu à des interprétations diverses. Nous nous contenterons d'un seul exemple : celui du Canada qui, pour bloquer l'invasion des programmes "made in U.S.A.", a dû prendre, en matière de télédistribution, des mesures autoritaires qui n'étaient guère dans l'esprit de ce pays de culture libérale.

./.

Nul besoin d'aller aussi loin pour buter contre une réalité qui contraste désagréablement avec les pronostics qui annoncent une spécialisation des contenus et des publics. On chercherait en vain, en Europe ou ailleurs, le moindre exemple révélateur de cette tendance. Mis à part quelques tentatives de redressement (le quatrième réseau aux Etats-Unis), quelques initiatives courageuses, à contre-courant (l'action de Sir Hugh Greene à la B.B.C. jusqu'en 1969), on continue à voir s'affirmer la tendance inverse : uniformisation dans l'insignifiance, que dénonçait déjà, en 1960, le rapport Pilkington :

"La gamme des thèmes traités est trop restreinte... même au sein de la gamme de thèmes existants on ne traite pas ceux-ci avec assez de variété... Le choix des programmes présentés pendant les heures de pointe est nettement plus restreint encore que la gamme de l'ensemble de la production (...)"

Beaucoup de choses, à la télévision, sont insignifiantes. De nombreux programmes destinés au grand public sont insipides et puérils ; leur contenu est souvent plein de répétitions et dénué de réelle substance. Ils comportent une quantité d'éléments sans intérêt ; le fait de les transmettre signifie qu'un mauvais usage est fait de rouages et d'équipements complexes, de beaucoup de talent, d'ingéniosité et de temps." (1)

La concurrence peut s'exercer entre des stations commerciales, comme aux Etats-Unis ; elle peut mettre aux prises un organisme d'Etat et des entreprises commerciales (la Radiodiffusion Française et les postes périphériques ; la B.B.C. et l'I.T.V.) ou bien, à l'intérieur du monopole, deux chaînes de télévision (comme à l'O.R.T.F.) ; partout, la vieille recette libérale : "Que le meilleur gagne" aboutit à l'effet inverse. Comme en économie, la mauvaise monnaie chasse la bonne, l'alignement se fait au plus bas niveau, les radios d'Etat s'inspirent bien vite des radios privées, tandis qu'à l'intérieur du monopole, la chaîne la plus vulgaire exerce infailliblement son attraction sur celle qui l'est moins. La diffusion hertzienne n'est à peu près pour rien dans cet état de choses. Seulement, au lieu de se demander : quelles peuvent être, à telle heure d'écoute, les attentes diverses, et forcément divergentes de publics d'inégale importance (parmi lesquels on trouve ces fameux minoritaires auxquels, paraît-il, l'avenir est promis), nos managers de la communication se proposent tous, uniformément, la même stratégie : "Puisque, à telle heure, mon concurrent propose un produit "grand public", que vais-je lui opposer pour retenir une audience au moins égale à la sienne ?" Aucune émulation vraie : la qualité ne paie que trop tard. Des calculs, aussi âpres que médiocres, pour se disputer une popularité immédiate.

./.

(1) Extraits de la version abrégée publiée en 1962 par le Stationery Office de Sa Majesté Britannique (n° 1753).

Si notre description est réaliste, comment se fait-il que les pronostics des experts tiennent aussi peu compte de ces réalités ? Pour l'expliquer, il faudrait esquisser une sorte de psychosociologie du milieu professionnel, en commençant par remarquer que l'expert fait généralement partie du système qu'il a mission d'étudier. Il y exerce la plupart du temps des fonctions, y détient une autorité, y jouit d'une notoriété (qui expliquent, précisément, qu'on ait fait appel à lui). Comme il est, en outre, plein de bonnes intentions, il espère toujours, s'efforce toujours de corriger les faits par ses recommandations. Autant dire plus platement qu'il est porté à prendre ses désirs pour la réalité. Il me resterait alors à dire pourquoi, expert moi-même, je porte une autre sorte de témoignage : c'est que, suffisamment écarté désormais des fonctions de pouvoir dont j'ai eu l'expérience, témoin de tant d'essais manqués et d'intentions trahies, je trahis à mon tour le secret du système auquel j'appartiens, ce secret professionnel que se gardent, sans se l'avouer ni même en avoir trop conscience, bon nombre de corps constitués.

Elevons à présent le débat - quitte à baisser la voix si les circonstances l'exigent - pour passer à un autre chapitre : après la dégradation des services publics, actuels occupants du terrain, les avatars du "service public international", lui aussi trahi, gravement détourné de ses fins.

C'est qu'il ne s'agit pas seulement des câbles et des cassettes, mais aussi du satellite. Au-delà des frontières géographiques, qu'il surplombe aisément, ce nouveau moyen de diffusion réussira-t-il à franchir les barrières douanières, autrement résistantes, qui s'opposent au passage des informations aussi bien qu'aux échanges culturels ? Je n'ai pas à inventer l'affirmation selon laquelle "cela signifiera surtout la mise au point d'accords internationaux réglant l'organisation politico-culturelle des télécommunications spatiales. Cela signifiera aussi l'élaboration collective et contrôlée des programmes destinés à être distribués ou diffusés en direct à travers le monde" (1). Une telle formule associe harmonieusement la prudence (nécessaire) et le dynamisme (indispensable). Mais sur quel concours de circonstances, quelles convergences providentielles d'intérêts, quel élan de bon vouloir international compte-t-on pour mener à bien un tel programme ? Verrons-nous s'effacer soudain les résistances nationales et ces susceptibilités toujours prêtes à s'abriter derrière "le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" ? "Hautement improbable" diraient les statisticiens.

Si l'on évoque, avec la reconnaissance qu'on lui doit pour tant de loyaux services (techniques notamment) rendus aux broadcasters, la toute-puissante U.E.R., on reconnaîtra en elle l'organisation appelée, de droit divin en quelque sorte, à servir

./.

(1) R. Wangermee. Op. cité.

d'infrastructure au système qui régira (à l'exemple de l'Eurovision) les communications spatiales. Or, si louables qu'aient été les offensives répétées de l'U.E.R. pour inciter aux échanges de programmes, on sait que ces efforts se sont heurtés à des obstacles autrement sérieux que les barrières linguistiques (qui posent certes un problème, mais fournissent aussi un prétexte, par trop facilement invoqué). En fait, n'importe quel programme risque, d'une façon ou d'une autre, de transgresser quelques-uns des interdits innombrables que décrètent les politiques ou les préjugés nationaux.

N'importe quel programme, n'importe quel message, n'importe quel genre sont litigieux, sauf le sport et les variétés : sport et musique ! Ce titre fameux, qui a fait en France nos beaux dimanches, pourrait aussi bien faire les beaux dimanches du monde entier. Ici, providentiellement, coïncide ce qui a la faveur du peuple et ce qui assure le repos de César. Comme si, à l'intérieur d'un même pays ou d'un pays à l'autre, les hommes ne pouvaient plus échanger que des gestes ou des romances, de préférence sans paroles. Pour la confusion des philosophes, le langage, qui est le propre de l'homme, la pensée, qui l'assure de son être, deviennent, à l'ère des télécommunications, la pierre d'achoppement de la communication. Est-il nécessaire de préciser que la censure internationale, pour l'appeler par son nom, fonctionne exactement selon les mêmes lois que les diverses censures nationales ? Quels que soient les censeurs, ils incitent volontiers les animateurs des programmes à "forcer" sur le sport et les variétés, non seulement parce que ces deux genres sont populaires, mais parce qu'ils sont neutres. Seule la diffusion d'un savoir d'autant plus respectable qu'il affecte la neutralité (ce savoir dont bien des jeux radiophoniques ou télévisés nous présentent, après tout, la caricature extrême) pourrait offrir des garanties comparables. Mais le savoir, surtout neutre, est ennuyeux et il présente aussi l'inconvénient de parler, par trop de bouches, trop de langues à la fois. On s'en tiendra donc au sport et aux variétés, quelles que soient les protestations des minorités, pourtant relativement importantes, qui s'offusquent de la dictature de ces deux genres, les plus vides, il faut bien l'avouer, de sens culturel.

Sur le plan de la communication internationale, la télévision, plus puissante que la radio, et donc plus étroitement surveillée encore, est incontestablement en régression sur celle-ci. Lorsqu'il ne s'agit pas de jeux olympiques, les performances des satellites sont réalisées à l'occasion d'événements à sensation : premiers pas sur la lune, couronnements, assassinats politiques, bref toujours le spectaculaire ou l'inouï, le fait brut, l'informulé. Tout ce tapage distrait d'une absence. A l'origine de tant de bruit, on découvre la consigne même du silence.

Ici, pourtant, je me ferai l'avocat du diable et d'une certaine logique à rebours : le satellite existe, pour d'autres emplois, aussi prosaïques que ceux auxquels répond le téléphone. Les lanceurs entendent utiliser leur technique et rentabiliser leur production. Il y a de fortes chances pour que de tels déterminismes nous conduisent à lancer un satellite qui, à tout hasard,

et pour ne rien oublier d'une bonne technologie, pourra être doté de circuits vidéo. L'objet précédera donc sa fin, et le commentaire du technicien devra le justifier. Voici ce dernier sans reproche : il ne sera pas dit qu'il ait manqué l'occasion. Mais voici l'utilisateur pris de court. Que faire de l'objet ? Il murmurerait volontiers, avec Ionesco : "Comment s'en débarrasser ?".

Etonnante humanité où l'homo faber laisse interdit l'homo sapiens ou se disant tel ! Le fait ici provoque le droit ; le satellite impose sa présence importune dans l'espace vide des échanges internationaux. Que va-t-on lui faire dire ? Ainsi s'explique, en même temps que bien des précautions et beaucoup d'insistance sur les "contrôles indispensables", ce phénomène a priori incompréhensible : on postule soudain, descendue du ciel, une concertation internationale qui semblait, à ras de terre, impossible, alors que les relais hertziens, les câbles, ou même tout bonnement l'échange peu coûteux de copies de travail, lui offraient des voies pourtant commodes...

A Nice, lors d'un récent colloque sur l'utilisation du satellite à des fins pédagogiques, j'avais osé, devant les plus distingués spécialistes en la matière, aborder le problème de front. Au lieu de passer directement, comme la coutume m'y invitait, de la description de l'appareil au problème du contenu des messages, je m'étais permis de montrer, derrière le ballet des satellites, la politique des lanceurs, les investissements des sponsors, et la masse indistincte des usagers. Contrairement au mirage d'un avenir planifié et à la morale puérile et honnête des techniciens, ce tiercé, disais-je, va être joué dans le désordre.

Le problème des lanceurs est parfaitement clair, nous l'avons vu : il leur faut des clients pour acheter leur appareil. Les clients parfaits, nous les connaissons déjà : ce sont, enseignants comme enseignés, des usagers captifs, mis en situation d'utiliser le satellite par le sponsor. Pour ce dernier, l'enseignement n'est pas une fin en soi, il répond à un impératif politique. Le dernier concerné, bien que le Service Public ne cesse de se réclamer de lui, c'est toujours, bien sûr, l'enseigné qui n'en peut mais.

En vertu de quelque loi de compensation naturelle, la mise en oeuvre du moyen le plus prestigieux, apparemment approprié, rapide, franc et massif, est celle qui se heurte aux difficultés les plus nombreuses. Enumérons rapidement :

- la pluralité des langues vernaculaires, en Afrique ;
- les susceptibilités nationales, en Europe ;
- les dangers que présentent, dans des pays sous-développés, l'irruption brusque d'un moyen de communication aussi puissant, qui risque de favoriser des évolutions dictatoriales ;
- en Amérique du Nord, la surabondance des moyens qui rend le recours au satellite presque superflu ; en Amérique du Sud, où se justifierait une campagne d'éducation de base, des difficultés politiques, comme en Europe.

./.

Aussi ne pouvons-nous guère envisager que deux emplois du satellite :

- le premier, comme signal d'alarme, dans des cas d'extrême nécessité où il s'agirait, pour l'Inde par exemple, de lutter contre un fléau menaçant. Sur des continents surpeuplés, le satellite pourrait ainsi transmettre les consignes élémentaires d'un savoir-faire et d'un savoir-vivre, imposées par quelque situation catastrophique de la démographie ;
- le second, relatif en effet à l'éducation proprement dite, à condition de se poser une bonne fois la question de fond : quelles sont les meilleures aides à l'éducation de masse ? L'examen d'expériences et aussi d'échecs récents conduirait vraisemblablement à imaginer quelque système composite, dont les caractères pourraient être les suivants :
 - le satellite prendrait en charge le "monitoring" de l'enseignement et assurerait la mobilisation et la motivation des enseignants et des enseignés. On diffuserait par satellite : des programmes d'illustration liés à l'actualité ; des programmes à faible durée de validité : toutes émissions de conseils et consignes destinées aux maîtres et aux élèves pour l'exploitation des cours ;
 - les cassettes seraient réservées à des programmes dont l'intérêt pédagogique présenterait des caractères de permanence suffisants (le choix de cassettes magnéto-copie autorisant l'enregistrement permettrait en outre de s'affranchir de certaines contraintes horaires liées à la diffusion directe, et faciliterait l'exploitation des documents en classe).

Mais les études pédagogiques, techniques et économiques, restent à faire et il faut bien constater par ailleurs que deux congrès internationaux successifs, à Tokyo en 1964 et à Paris en 1967, n'ont pas clairement démontré le succès d'une procédure de remplacement de la relation scolaire traditionnelle.

Au-delà de cette proposition qui n'a eu d'ailleurs aucune suite, revenons à des considérations plus générales et sans doute en définitive plus réalistes, sur les rapports de l'homo faber et de l'homo sapiens.

Pour battre en brèche une illusion trop répandue, nous avons insisté sur la prééminence des gestionnaires, des politiques, des institutions. Mais on aurait tort d'en conclure que la novation technique ne joue aucun rôle qui lui soit propre dans l'évolution de nos sociétés. Nous venons de voir de quelle manière : le fait, précédant le droit, et la machine son usage, pèsent finalement plus lourd dans cette évolution que n'importe quelle intention culturelle ou civilisatrice. Telle est la logique de l'histoire : diamétralement opposée à la logique des planificateurs et au finalisme trompeur des discours officiels.

Nous irions volontiers jusqu'à établir un parallèle entre le satellite et l'arme atomique. Celle-ci a redéfini, pour le meilleur ou pour le pire, mais à coup sûr autrement, la dialectique des affrontements entre nations. Le satellite, même si l'on en parle à mots couverts, conformément aux conventions régnantes, ne s'intégrera vraisemblablement pas, même au bout de certains délais, à la panoplie des moyens de diffusion "conventionnels". Il risque, lui aussi, de provoquer, sur le plan de l'armement mental, une mutation de nos aimables rapports.

Il nous faut également revenir sur nos propos de la première partie. Nous avons affirmé que chaque système institutionnel, à quelque type qu'il appartînt, pouvait utiliser des techniques de diffusion complémentaires pour répondre plus efficacement à ses besoins. C'est théoriquement exact mais, comme nous l'avions indiqué en la proposant, notre typologie restait encore trop rationnelle : en soulignant ainsi l'indépendance du contenu par rapport à l'outil de diffusion, nous n'avions pas encore fait entrer en ligne de compte les critères, économiques ou politiques, dont il a été question par la suite. Déjà, à propos des disques et de minicassettes, nous avons signalé une certaine adhérence du contenu au support. A propos des satellites nous retrouvons un phénomène analogue, amplifié à l'échelle planétaire.

Répetons-le : il en est des moyens de diffusion comme des armes de guerre. L'emploi d'une arme, canon, bombe ou fusée, dépend à la fois de sa nature, de la nature du terrain, de la situation et des objectifs de celui qui la possède. Cependant, plus l'arme est puissante, plus elle tend à imposer aux politiques son mode d'emploi : comparons à cet égard la bombe atomique et les armes lourdes conventionnelles ; comparons ces armes lourdes à l'armement individuel, qui peut être mis entre toutes les mains, au service du "maintien de l'ordre" aussi bien qu'au service de la "subversion".

De tels rapprochements, tout comme les termes d'"armement mental" ou d'"occupation mentale", peuvent révolter lorsqu'il s'agit de culture. Ils nous aident cependant à replacer la visée culturelle à son véritable niveau de responsabilité. S'il ne s'agissait que de préserver l'art musical et les arts plastiques ou de décerner des diplômes, vaudrait-il la peine de s'en inquiéter, dans un monde où tant de menaces, autrement urgentes, nous pressent ? Il est plus sérieux, par contre, de s'interroger sur l'impact probable des mass media dans l'avenir proche. Quel rôle jouera la communication dans ce contexte : lutte pour l'hégémonie planétaire entre super-puissances ; conflits entre continents ; impératifs de survie qui peuvent s'imposer brusquement à un groupe de pays ou, à peine plus lentement, à la terre entière que notre progrès est en train de dévaster ?

Dans cette perspective, nous pouvons imaginer deux couples d'oppositions : le premier met face à face sous-développés et sur-développés, massification et diversification ; le second oppose les générations d'une part et d'autre part le contrôle de la culture (ou plus exactement de ce qui en reste) et le surgissement d'une contre-culture. Expliquons-nous.

Le satellite, agent de communication idéal entre des nations qui se refusent à communiquer - mais peut-être après tout, comme nous l'avons vu, leur en fournira-t-il l'occasion - ne nous retiendra pas longtemps. Nous le voyons graviter sans doute au-dessus de l'Inde, au-dessus de l'Amérique du Sud, et au-dessus de l'Afrique si l'Europe parvient à faire à son ancien empire ce cadeau peut-être indésirable ou peu désiré. Il serait alors employé à télécommander le salut public. En ce cas, inutile de raffiner : la démographie galopante, la famine, les épidémies, la panique ne s'embarrassent pas de scrupules déontologiques.

Dans nos pays nantis que ces problèmes ne semblent pas toucher outre mesure, quelques belles années s'offrent encore au développement des media et à une surconsommation de produits prétendus culturels, dont nous avons décrit les paradoxes. Dans cette surabondance, il y aura encore à glaner quelques bons moments, quelques beaux messages. Mais il y aura surtout de belles affaires à lancer et de grosses institutions (avec leur personnel) à nourrir et à faire croître, aussi longtemps que le postulat de l'expansion indéfinie et quasi-obligatoire ne sera pas remis en cause.

On ne peut pas dire que ce soient là des perspectives bien exaltantes, ni une incarnation bien convaincante du "village global". Mais enfin les sur-développés pourront toujours, imposant aux autres pays leurs surplus, essayant sur eux leurs techniques, penser qu'ils gardent pour eux-mêmes la meilleure part : un avenir désormais sans problèmes, comme le leur répéteront, jour après jour, une télévision tranquillisante et des câbles et vidéo-cassettes agréablement diversifiés.

Leur repos, pourtant, risque d'être troublé par un second type d'antagonisme qui s'esquisse dès à présent. Tandis que les trusts d'information, les pourvoyeurs de divertissement publics et privés, poursuivent leur rêve de profit et de puissance, ils provoquent les contre-réactions de toute une population qui refuse d'instinct une pression aussi écrasante, quelles que soient les formes bonasses ou séduisantes qu'elle affecte. Il s'agit d'abord, on s'en doute, de la jeunesse, qui voit quel conditionnement la menace avant d'avoir eu le temps de s'y résigner. Prisonnières de leur propre système, les institutions n'aperçoivent, du mouvement qui s'amorce, que ce qu'elles peuvent, selon le terme à la mode, "récupérer". Elles poursuivront donc imperturbablement leur politique du grand nombre, tout en professant le contraire. Les minorités n'auront de choix qu'entre la soumission, la réduction à la moyenne, et les diverses formes de la révolte, du repliement, du marginalisme. Quant à ceux qui se jugent responsables, de quelque parti qu'ils soient, de quelque inspiration qu'ils se réclament, de quelque peur qu'ils soient hantés, ils n'ont plus désormais de choix qu'entre l'harmonisation et la scission.

En dépit des images aimables qu'évoque ce mot de bonne compagnie, l'harmonisation ne saurait aller sans lutte. Alliant deux termes qui jurent ensemble, nous dirons qu'elle suppose une réforme violente des institutions existantes. Les tendances actuelles et les systèmes en place ne sont pas favorables à une telle entreprise, nous pensons l'avoir démontré. Plus vraisemblablement, nous verrons se poursuivre le processus déjà en cours : parallèlement à l'énorme réseau officiel, de plus en plus étroitement contrôlé, de plus en plus lourdement censuré, des minorités en rupture de système créeront leurs propres circuits d'échange, développeront des contre-cultures. Elles pourront mettre à profit la surabondance des gadgets conçus pour une masse de consommateurs dociles et faire circuler d'autres messages, peut-être aussi délirants, à leur manière, que les lieux communs de la culture de masse, mais révélateurs d'une force nouvelle, d'un désir de libération autrement humain que les mécanismes qui nous dominent.

C'est à ce couple d'oppositions planétaires que risquent de se réduire tant de possibilités, de promesses et de considérations subtiles ou édifiantes sur le meilleur emploi des techniques de diffusion.

5

Revenons maintenant à ces promesses, qui constituaient notre point de départ :

"Les nouvelles techniques amèneront à la fois une multiplication et un fractionnement extrême des messages destinés à des groupes récepteurs de plus en plus restreints et de plus en plus "motivés".

Tout en individualisant la communication, elles l'internationaliseront par sa confection partielle au niveau supra-national et par sa diffusion sur des distances extrêmement longues. Enfin, elles favorisent la communication dans les deux sens ("two-way communication") en rendant possible un feed-back immédiat." (1)

Aux Etats-Unis, la voix du Président de P.B.S. fait écho :

"Il n'est pas impossible que le résultat de ces changements se manifeste dans l'apparition d'une grande variété de vidéo-magazines, aussi divers que leur contrepartie imprimée dans les kiosques (...)

Les abonnés individuels pourront recevoir ces journaux, mais il est plus probable que, pour des raisons économiques, on verra s'établir des bibliothèques avec services de distribution à domicile par câble auxquels on sera abonné (...)

./.

(1) R. Wangermee. Op. cité.

Au fur et à mesure que les consommateurs paieront pour avoir leurs programmes, la "masse" indifférenciée du public pourra être traitée comme la série de publics distincts qu'elle est réellement.

(...) les vieilles stations de télévision publique deviendront des "centres de communications" coordonnant des programmes d'intérêt particulier faits par des unités de production au voisinage et approvisionnant même les réseaux nationaux d'intérêt particulier." (1)

Pourquoi les professionnels et les experts, lorsqu'ils s'efforcent d'être objectifs, ignorent-ils à ce point la réalité historique ? Parce qu'ils sont à la fois intégrés au système et bien intentionnés, avions-nous dit. Bien, mais encore ? Quelles sont donc, inhérentes ou non au système, les pétitions de principe qui faussent leur pronostic ? Et si la tendance est bien, comme nous le supposons, à l'opposé de ce qu'on nous annonce, qu'est-ce qui la commande ? Comment pourrait-on l'infléchir ?

La première erreur de méthode ne consiste pas seulement à imputer à la technique - en l'occurrence la diffusion hertzienne - la responsabilité de ce qui ne va pas dans notre système de communication et à se fier à la technique - en l'occurrence les câbles et les vidéo-cassettes - pour remédier aux déséquilibres qu'elle aurait provisoirement créés. Cette naïveté, qui consiste à raisonner à partir de la technologie comme si celle-ci impliquait ou garantissait automatiquement des valeurs sociales, trouve elle-même ses racines dans la société. La civilisation contemporaine se caractérise en effet par la séparation entre le savoir et le pouvoir. Les techniciens qui, à l'instar des scientifiques, se situent du côté du savoir, ne se préoccupent que de leurs appareils, des problèmes que posent leur invention et leur réalisation, de leurs performances possibles. Leur tâche finie, ils remettent ces outils au pouvoir, économique et politique, pour qu'il les utilise comme il lui conviendra. S'ils étaient cyniques, ils diraient qu'ils s'en lavent les mains. Ne l'étant guère, ils préfèrent confondre, en toute honnêteté, les potentialités auxquelles se prête l'outil, de par ses caractéristiques, et l'usage qui en sera effectivement fait, en fonction des circonstances. Nulle part cette candeur (ou cet aveuglement semi-volontaire) ne s'exprime mieux que dans ces deux phrases de Pierce :

"Par notre compréhension de la science, nous savons comment créer un appareil utile (...) Il n'est donc pas surprenant que le fonctionnement du produit final soit compréhensible." (2)

./.

(1) Les nouvelles techniques au service des communications publiques, par Hartford Gunn Jr - Technology Review - 1971.

(2) Extrait d'une conférence prononcée sur le thème du progrès technique, au California Institute of Technology.

Pierce est un éminent technicien. Ce n'est pas un technocrate. Mais où donc, en fait, sont ces technocrates qu'on rend volontiers responsables de tous les maux ? Personne ne s'avoue tel. Nous ne trouvons en face de nous que des responsables qui, dans leur domaine, sont intraitables, ne tolérant guère de contrôles et encore moins de conseils, mais qui se gardent respectueusement d'empiéter sur le domaine du voisin. Les scientifiques, ainsi, ne sauraient être tenus pour responsables de l'emploi que les politiques font de leurs découvertes, non plus que les techniciens de l'emploi de leurs appareils. Mais les politiques, à leur tour, peuvent répondre qu'ils ne sont pas responsables des inventions terrifiantes qu'on leur propose : bon gré mal gré, il faut bien qu'ils s'en accommodent, puisque leurs adversaires, leurs concurrents des autres pays, disposent des mêmes secrets.

Ce rappel peut sembler inutilement dramatique à propos d'inventions qui ne sauraient avoir, semble-t-il, que des effets positifs : diffusion du savoir, considéré comme un bienfait absolu, de la culture, qui fait au savoir comme une auréole, floue mais prestigieuse, de la communication enfin, qui représente pour les hommes une nécessité vitale. Allons-nous remettre en cause ces valeurs ?

Il le faut bien. Autrement, comment sortirions-nous des impasses du savoir et du pouvoir que nous venons de décrire ? Ces valeurs que nous considérons un peu vite comme universelles, incontestables, éternelles, comment ne pas nous souvenir, avec Marx, qu'elles sont indissolublement liées aux situations historiques (1) ? Même si nous évitons de donner à cette référence un sens directement politique, comment ne pas détecter, derrière l'ingénuité, par trop systématique des hommes de savoir, derrière les discours, par trop édifiants, des politiques, les ruses de l'idéologie, l'intérêt que chaque caste peut avoir à duper les autres et, pour plus de sécurité, à se duper elle-même ?

Notre méfiance ainsi mise en éveil, nous voici conduits à réexaminer, sous un jour qui risque d'être cruel, les opinions courantes sur l'essor triomphal des mass media et sur ses conséquences.

On ne saurait nier que, dans la première moitié de ce siècle, ces conséquences n'aient été, sinon positives (il n'est pas si facile de se prononcer là-dessus), du moins intéressantes, voire bouleversantes. Les pouvoirs constitués, la culture et le savoir constitués se sont emparés des moyens nouveaux avec empressement ou réticence, selon le cas, mais n'y ont vu, au départ, qu'une espèce de super-téléphone qui allait leur permettre de communiquer plus vite leurs intentions ou de diffuser plus largement l'acquis. Ni les uns ni les autres n'imaginaient que la

./.

(1) "Ce sont les hommes qui sont les producteurs de leurs représentations de leurs idées, etc... mais les hommes réels, agissants, tels qu'ils sont conditionnés par un développement déterminé de leurs forces productives et des rapports qui y correspondent, y compris les formes les plus larges que ceux-ci peuvent prendre." Karl Marx. L'idéologie allemande. Ed. Sociales.

civilisation, mise pour la première fois en présence de sa propre image, allait en être transformée. L'événement n'a même pas été compris après coup : il a toujours été bizarrement sur ou sous-évalué. Nous retrouvons ici l'opposition entre ceux qui n'ont su voir, dans la radio, puis la télévision, que les possibilités d'extension d'un système qui resterait par ailleurs inchangé, et ceux, dont Mac Luhan reste le prophète inspiré et les professionnels les représentants qualifiés, qui n'hésitent pas à établir une relation directe, de cause à effet, entre la novation technique et la mutation psycho-sociologique.

Nous avons déjà dénoncé leur erreur commune : étudier le phénomène des mass media en l'isolant de son contexte social, voire écologique, c'est se condamner à n'y rien comprendre. Lorsqu'on ne raisonne pas sur le système de communication comme s'il laissait intacts les autres systèmes, économique, politique, culturel, on raisonne comme si ces autres systèmes - qu'on suppose sans doute infiniment malléables, susceptibles de transformations à vue - ne lui opposaient aucune résistance, ne contribuaient en rien à le déterminer.

Bien ou mal perçu, le développement des mass media se poursuivait cependant. Où en sommes-nous aujourd'hui ? Où nous ont conduits tant de facteurs apparemment contradictoires : archaïsmes tenaces et culte du progrès, escalade et blocages, superstitions, lois du profit ?

Nul besoin d'entrer dans le détail des querelles entre futurologues pour reconnaître la menace mortelle que fait peser sur nous la pollution matérielle, ce terme sous-entendant à la fois l'épuisement des ressources, l'accroissement constant des besoins et la prolifération des déchets, bref l'impasse sur laquelle bute inévitablement toute société fondée sur le principe de l'expansion illimitée.

L'analogie s'impose avec ce que nous nous permettons d'appeler la pollution mentale, encore qu'il soit judicieux d'en énumérer dans l'ordre inverse les trois composantes : encombrement des esprits, escalade des besoins et des programmes et enfin, là aussi, épuisement des ressources. A la base, cette même logique de l'expansion que dénonce, en matière d'instruction notamment, Ivan Illich :

"Nous allons inexorablement aussi bien vers la pollution du milieu physique que vers la ségrégation sociale, tandis que nous accable le sentiment de notre impuissance (...) le processus de dégradation d'ensemble s'accélère, dans la mesure où des besoins de nature non matérielles sont conçus comme une demande accrue de biens de consommation (...) Peu importe les dépenses consenties, la logique concurrentielle veut que la consommation des programmes s'élève sans cesse : il faut pousser l'élève à consommer toujours plus (...) De même que les affaires sont les affaires, l'entassement

sans fin de l'argent, de même la guerre est tuerie, accumulation sans fin de cadavres. D'une façon comparable, l'éducation se confond avec la scolarisation et ce processus se mesure en "heure-élève". Toutes ces méthodes de production sont irréversibles et trouvent en elles-mêmes leur justification." (1)

Personne ne niera sans doute qu'il y ait actuellement saturation des esprits, encombrés de trop d'informations inassimilables ; ni que les "heures-programme" et la demande des consommateurs ne soient en perpétuelle augmentation ; seul notre troisième point peut surprendre. Sommes-nous donc en train d'épuiser ces ressources mentales qui nous paraissaient naguère innombrables comme la multitude humaine, miraculeuses comme le génie, assurées comme la logique ?

Eh bien, voyons ce qu'il en reste :

La culture ? Depuis qu'elle a cessé d'inclure la science, qui s'en est émancipée, et les croyances, qui sont ruinées, elle est devenue, selon l'expression de Michel de Certeau : "Un neutre : le culturel". Symptôme d'une poche où refluent les problèmes qu'une société a en reste, sans savoir les traiter. Ils sont gardés là, isolés de leurs liens structuraux avec l'apparition de nouveaux pouvoirs et avec les déplacements qui se produisent dans les conflits sociaux ou dans les localisations économiques." (2)

Les intellectuels, les artistes ? Entre le parasitisme et l'isolement, la parade commerciale et les ghettos culturels, une espèce en voie de disparition.

La "créativité" ? A la fois exorcisme et industrie naissante, l'équivalent de ces industries anti-pollution dont nous devons, paraît-il, attendre notre salut.

De quels secours peuvent être ces fétiches à l'homme contemporain en proie à la culture de masse, errant dans un paysage chaotique : richesse ici, pauvreté là, révélations fulgurantes, majorités amorphes et silencieuses, encombrement vital, morne ennui, accélérations, retards, violence, apathie, incohérence d'espaces grouillants et de déserts, de surabondance et de disette. Ce n'est pas d'aujourd'hui que le monde est incohérent, mais seuls le savaient autrefois ceux qui étaient capables de l'imaginer, et de force à le supporter. Aujourd'hui cette incohérence se déverse à domicile "en un flux ininterrompu, comme l'eau courante et l'électricité" (3). Le spectateur serait vite réduit à la panique s'il ne préférerait annuler l'information, se réfugier dans l'incrédulité. "C'est du spectacle", se dit-il.

(1) Op. cité.

(2) La culture dans la société. Etudes. Mars 1972.

(3) Martin Esslin. Op. cité.

Ceux qui refuseraient une telle description de la situation sont au moins obligés de convenir que la déshumanisation accompagne étrangement le progrès et que, dans l'abondance des sons, des images et des gadgets, nous nous sentons appauvris. "Ce que le sujet perd lui est vendu en objet de consommation." (1). L'essentiel est de percevoir le rapport entre une culture en pièces qui se vide progressivement de tout contenu et des pouvoirs en expansion !

"La culture de masse n'a plus une fonction colonisatrice (au bon et au mauvais sens du mot : civilisatrice et conquérante), comme ce fut le cas pendant près de deux siècles pour l'éducation qui diffusait, en les vulgarisant, les conceptions d'une élite. Elle est devenue un objet rentable et malléable selon les besoins de la production, plutôt qu'une arme de combat."

Le rapport aux pouvoirs change donc. Ils se servent de la culture sans s'y compromettre. Ils sont ailleurs. Ils ne sont plus engagés par les discours qu'ils fabriquent (...), les produits culturels servent à classe de ceux qui les créent, et sont payés par la masse de ceux qui n'en profitent guère." (2)

Sur toute la planète les masses se sentent ainsi dupées sans trop savoir comment, frustrées sans trop savoir de quoi. Où sont les responsables ? Pour la masse, qui seraient-ils sinon ceux qui lui apparaissent et qui lui parlent dans les étranges lucarnes ? L'hypercommunication a donc conduit à la situation mentale la plus terrifiante qui soit : un désir aveugle de désaliénation ; une quête, non moins aveugle, du Père collectif, du responsable qui saura mettre, enfin, le progrès matériel au service du progrès social. C'est que les masses sont conditionnées, déjà, à tout attendre de l'Etat-Providence dont les administrateurs revendiquent finalement "le monopole professionnel, politique et financier, de l'imagination en matière sociale : ils étalonent les valeurs et définissent ce qui est réalisable." (3). Nous avons enfin trouvé nos technocrates : ce sont des "ingénieurs culturels".

C'est dans ce contexte de contradictions menaçantes que se dessine l'avenir des "réseaux de services publics". Leur évolution interne conduit, elle aussi, à cet épuisement des ressources, qui sont hommes. Quel professionnel ne contredira quand j'affirme qu'à la radio-télévision, la marge d'initiative des responsables n'a cessé de se réduire, surtout au cours des dix dernières années. Des "impératifs de gestion" de plus en plus stricts, une censure de plus en plus susceptible, ont progressivement dénaturé leurs intentions. Le directeur ou l'animateur de ce qui fut un réseau de communication ne sont plus aujourd'hui que les servants d'une

./.

(1) La culture dans la société. Etudes. Mars 1972.

(2) Michel de Certeau. Opus cité.

(3) Ivan Illich. Op. cité.

machine démesurée, qui fonctionne pour elle-même, sans autre but que sa propre existence. Face à des "hiérarques" réduits à ce rôle de mécaniciens, que peut-on attendre de la masse des travailleurs des mass media, regroupés dans leurs syndicats ou leurs corporations ? Son influence ne joue-t-elle pas presque toujours dans le sens de la sécurité et du conformisme, auxquels elle aspire instinctivement, sous couvert de défense du service public ?

Le satellite comme moyen de colonisation, la cassette comme produit commercial et le câble pour donner au consommateur l'illusion du choix entre des denrées similaires mais présentées sous des emballages variés : tel sera, sans doute, l'avenir des nouvelles techniques de diffusion. On ne voit pas qu'il y ait de quoi infléchir ni même freiner l'évolution attristante des réseaux de service public. Bien au contraire.

On pourra nous reprocher notre pessimisme. Mais, tant que nous éviterons de voir la tendance telle qu'elle est, où trouverons-nous l'énergie nécessaire pour l'infléchir ?

Du redressement qui s'impose, nous ne décrirons ici ni les objectifs, ni le programme. Nous sortirions, ce faisant, du cadre de cet exposé, essentiellement descriptif et critique. Qu'il nous suffise d'en indiquer la direction.

Il est presque superflu de dire qu'il s'agit d'un mouvement à contre-courant. Nous ne saurions attendre que ce retournement s'effectue de lui-même, par la grâce du progrès technique.

Pouvons-nous davantage nous en remettre à la contre-culture, "fourmillement sous l'herbe, vie multiforme de ce que la légende officielle appelle l'underground" (1). Il est vrai que cette vie est bien réelle et que les groupes de jeunes qui créent ainsi leurs circuits parallèles sauront utiliser à leurs propres fins les nouvelles techniques. Mais ces groupes et circuits ne sont pas seulement marginaux en fait : ils le sont aussi par essence. Ils se définissent par leur opposition aux firmes professionnelles et aux censures gouvernementales qui, par contre-coup, ne s'en exercent que plus rigoureusement sur le réseau officiel.

C'est donc bien au niveau du service public et des institutions qu'il faut agir. Et il faudra vraiment que la situation soit perçue comme très grave, que l'urgence nous presse fort, que la prise de conscience soit générale pour que s'opèrent les conversions que le redressement suppose. Pour que le pouvoir cesse de jouer des mass media comme d'un instrument qu'il pourrait impunément asservir. Pour que les scientifiques et les techniciens se décident à remettre en cause à leur sujet leurs conceptions de la répartition des tâches et des responsabilités, qui sont devenues

./.

(1) Michel de Certeau, Op. cité.

périmées et par conséquent dangereuses. Pour que la masse des consommateurs d'images découvre enfin, après les minorités actives qui s'en aviseront les premières, qu'il faut créer, dans ce domaine aussi, un mouvement de défense des consommateurs auxquels on vend actuellement des nourritures empoisonnées. Faut-il enfin préciser qu'un tel mouvement ne saurait prendre sa véritable dimension que dans un contexte mondial, où l'Europe n'est qu'un relais ?

Pierre SCHAEFFER - Mars 1972

A N N E X E

Liste des études prospectives sur
"La télévision, les techniques nouvelles de diffusion
et le développement culturel"

- "Evolution générale des moyens traditionnels de communication de masse"
par Dr. U. MAGNUS
Medienreferent in der Intendanz des Westdeutschen Rundfunks
COLOGNE
- "A propos d'un satellite européen" - "Problèmes et perspectives"
par M. BEZENÇON
Président de l'Union Européenne de Radiodiffusion
Directeur Général de la Société Suisse de Radiodiffusion
BERNE
- "Usages culturels d'un satellite européen avec stations réceptrices"
par R. LEFRANC
Directeur du Centre Audiovisuel de l'Ecole Normale Supérieure de SAINT-CLOUD
- "La télédistribution dans le monde d'aujourd'hui"
par G. THOVERON
Chargé de recherches à l'Institut de Sociologie
Université Libre de BRUXELLES
- "Perspectives d'évolution de la télédistribution"
par J. GARCIA JIMENEZ
Radiotelevision Espanola, MADRID
- "Les cassettes audio-visuelles : perspectives en Europe"
par Dr. L. BERETTA ANGUISSOLA
Directeur général adjoint de la
R.A.I., ROME
- " Information et délassement par les moyens audio-visuels"
par Dr. J. KNOLL
Institut de pédagogie
Ruhr-Universität
BOCHUM

- "La vidéo-cassette"

par J.C. BATZ
Directeur du Centre d'étude du cinéma,
de la radiotélévision et du théâtre
Institut de Sociologie
Université Libre de BRUXELLES

- "Problèmes de production des programmes destinés aux cassettes"

par M.A. FRANCOIS
Directeur chargé de l'Inspection générale
O.R.T.F.
PARIS

- "Evolution des réseaux de télévision de services publics"

par M.P. SCHAEFFER
Chef du Service de la Recherche
O.R.T.F.
PARIS

- "Techniques nouvelles pour la communication et la culture"

Fondation pour le Développement culturel
PARIS

- "Réflexions sur une production de télévision par et pour des communautés restreintes"

Fondation pour le Développement culturel
PARIS

- "La diffusion par satellite à l'intention de l'Europe"

par E. PLOMAN
Executive Director
International Broadcast Institute
LONDON